

LA VIEILLE FILLE,

PAR M. DE BALZAC.

Roman inédit, sera publié successivement en FEUILLETONS, du premier au quinze octobre,

DANS

LA PRESSE

JOURNAL QUOTIDIEN, POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

Ce JOURNAL, qui paraît maintenant le lundi, est le SEUL qui, pour Paris et les départements, ne coûte que 40 francs par an, 22 fr. pour six mois, 12 francs pour trois mois.

Le format de la PRESSE est le même que celui des journaux à 80 francs.

Toutes les demandes d'abonnement doivent être accompagnées d'une adresse très lisiblement écrite, et d'un mandat à vue sur le Trésor, sur la poste ou sur Paris. On peut s'abonner chez les libraires, les directeurs de postes et de messageries, sans augmentation de prix.

TOUTE PERSONNE

Qui, du 1^{er} au 15 janvier, ouvrira à l'administrateur-cassier de la PRESSE, PAR LETTRE AFFRANCHIE, rue St-Georges, n° 16, à Paris, soit une reconnaissance sur la poste, soit un mandat, payable à Paris, de la somme de 60 fr. pour cinq abonnements de trois mois, à la PRESSE, recevra le sixième abonnement gratis. — **CONDITION EXPRESSE** : La somme de 60 francs doit être intégrale, et les souscripteurs doivent être cinq personnes différentes.

RÉDACTION DU JOURNAL.

Rédacteur en chef, gérant-responsable, M. EMILE DE GIRARDIN, député.

Conformément au vœu des lois sur la presse, M. EMILE DE GIRARDIN, député, n'a point hésité à accepter, dans toute sa vérité et dans toute son étendue, la responsabilité légale qui incombe à tout titre et à la fondation de rédacteur en chef d'un journal. Des membres appartenant aux deux chambres, aux conseils généraux des départements, des hommes spéciaux sur les hautes questions de l'organisation de l'armée, des travaux publics, des impôts et du crédit dans leur rapport avec la moralité populaire, la liberté commerciale et le progrès industriel; enfin des correspondants éclairés et judicieusement choisis l'aident à donner à la PRESSE, dans sa partie politique, le double caractère pratique et progressif auquel elle aspire.

SCIENCES.

MM.

LEMEURT (D^r). Compte rendu de l'Académie des Sciences, de Médecine, etc.
TREBUCHET, membre du conseil de salubrité. Statistique et salubrité publique.

LITTÉRATURE.

Tous les articles littéraires sont signés.

BALZAC (de). Scènes de la vie privée.
BERTHOUD. Intérieur des contemporains célèbres.
CUSTINE (marquis de). Lettres d'un cosmopolite.
ALEXANDRE DUMAS. Feuilletons historiques, comptes rendus des drames nouveaux.
ESQUIROS. Sciences occultes.
MADAME GAY. Paris, mœurs et usages.
TUDHOPE GAUTIER. Beaux-arts.
GRANIER DE CASSAGNAC. Livres historiques et religieux.
GOZLAN. Tableaux de mœurs.
VICOMTE HUGO. Questions sociales.
JUBINAL. Revue rétrospective, ancienne littérature.
LACROIX (de la bibliothèque Jacob). Bibliographie.
JULES LECOMTE. Mœurs.
MERY. Mœurs du midi de la France.
MORET. Peaux-arts et voyages.
MALITOURNE. Souvenirs et portraits historiques.
GOURVIL. Critique littéraire.
ATROUX ROYER. Orient, Russie, Allemagne.
DE NORVINS. Souvenirs de l'empire.
EUGÈNE SCRIBE. Proverbes dramatiques.
EUGÈNE SUE. Lettres de Saint-Brice.
FALLOUX SOULIE. Compte rendu des Théâtres lyriques.
JULES SANDEAU. Critiques des livres nouveaux.
SEGURIN aîné. Beaux-arts.
VARAIGNE. Amérique du sud.

ECONOMIE SOCIALE.

MM.

Édouard ALLETZ, ouvrages couronnés par l'Institut.
Emile BEREZ, ouvrages également couronnés.
RAYMOND BRUCKER.
DENNIE (baron). Intendant militaire. Organisation de l'armée.
DECOURDEMANCHE. Réforme hypothécaire et cadastrale.
DEMERSAND. Économie et administration publiques.
MORIS D'OLIVY. Investigations parlementaires.
HAMOND, ingénieur. Travaux publics.
GILLON, député. Instruction publique.
ORTOLAN. Droit constitutionnel.
RECOULEUR. Essais nouvelles de science sociale.
STOURM, ancien magistrat. Droit municipal.
A. TRANQUAT. Économie sociale.

*** Chronique du jour et correspondance particulière.

FEUILLETONS.

Tous les dimanches, il paraît un feuilleton historique de M. Alexandre DUMAS.

Tous les mardis, il paraît un feuilleton dramatique de M. Frédéric SOULIE.

Tous les mercredis, il paraît un feuilleton de l'Académie des sciences, par le docteur LEMBERT.

Tous les jeudis, il paraît sous le titre de **COCHER DE PARIS** un bulletin de livres nouveaux, des pièces en répétition, des modes nouvelles, des causeries du monde, des objets et usages nouveaux, de la musique en vogue, des objets de curiosité et un bulletin bibliographique.

Tous les vendredis, il paraît sous le titre de **SEMAINE INDUSTRIELLE** un feuilleton divisé en trois parties. La première consacrée aux travaux pratiques, présentant le mouvement des chemins de fer, canaux, grandes voies de communication, adjudications importantes.

La seconde consacrée à l'agriculture, à l'enregistrement de ses besoins et de ses progrès.

La troisième enfin consacrée à l'industrie, au mouvement des brevets d'invention, des capitaux, des entreprises par actions, des sociétés de commerce, etc., par plusieurs ingénieurs civils.

Tous les samedis enfin, il paraît sous le titre de **REVUE ÉTRANGÈRE** un feuilleton présentant tout ce que les journaux et revues des deux mondes publient de curieux et d'utile sur les mœurs, usages et travaux comparés des divers peuples, par divers traducteurs.

ÉDITION DES DÉPARTEMENTS.

Cette édition ne se borne point à reproduire les nouvelles du moment; toutes les versions qui contiennent les 25 journaux quotidiens qui se publient le matin à Paris y sont encore ajoutées, grâce à la célérité d'une presse mécanique nouvelle exécutée dans ce but.

CLASSEMENT DES ARTICLES.

FRANCE. — Opinion du journal sur les questions ou sur les événements du jour.

ACTES DU GOUVERNEMENT. — Lois, ordonnances, le jour même de leur publication officielle. Nomination et promotions diverses de l'ordre administratif, militaire et religieux. En outre, la PRESSE publie par mois quatre bulletins spéciaux des décisions ministérielles, arrêtés et jugements qui intéressent :

1^{er} Les municipalités et paroisses, les maires, conseillers communaux et curés; 2^o l'instruction primaire, les comités et les écoles; 3^o les contributions, les gardes nationales, et électeurs et jurés; 4^o les citoyens sous les drapeaux.

Toutefois, les décisions officielles et tous les faits utiles qui intéressent les officiers ministériels et les divers fonctionnaires publics sont méthodiquement et succinctement enregistrés. La PRESSE, sous ce rapport, peut dispenser de divers journaux spéciaux beaucoup de maîtres, de conseillers municipaux, de curés et d'instituteurs.

CHRONIQUE POLITIQUE. — Versions, commentaires et anecdotes des salons et des cercles politiques.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE. — Lesques des événements graves comme ceux de l'Espagne tendent à élargir l'horizon d'un rédacteur de la PRESSE ou le choix d'un correspondant spécial, les lettres sont placées sous cette rubrique.

DÉBATS LÉGISLATIFS. — Les débats des chambres seront analysés avec une scrupuleuse fidélité et notés avec une irréprochable impartialité. Rien de plus faux, de plus trompeur que le compte-rendu des journaux, suivant son parti, chacun recueille les paroles de ses amis et se livre à des discussions de ses adversaires. Ici l'appui n'a jamais tort à la tribune; la loi ministérielle à tousjours raison. Ces récits truqués sont un mensonge perpétuel; ils ont causé à la presse une immense popularité. Nous sommes fâchés que la justice la confie à ceux qui ont perdue par l'oubli de parti; la règle doit nous en écarter; nous ne saurions jamais nous faire convaincre la fausseté de toutes les opinions, à quelque parti que l'on se rattache.

La PRESSE ayant pour rédacteur en chef un maître de la chambre

des députés, on comprend que par ses relations politiques il lui sera facile de donner des détails exacts sur les travaux intérieurs des deux chambres. Les opérations des bureaux et des commissions sont souvent pour le lecteur le complément indispensable des séances publiques.

DÉBATS DE LA PRESSE. — Extraits et analyses des principaux journaux des départements et de l'étranger.

La PRESSE ne mériterait pas le nom qu'elle porte si elle n'était qu'un journal de plus et si elle ne reproduisait pas fidèlement le mouvement de tous les journaux, tant par extraits et tant par analyse selon que le veut l'esprit des articles.

La PRESSE reproduit donc, chaque jour, chaque matin, la polémique des différents partis, et présente impartialement la statistique exacte de toutes les opinions.

DÉPARTEMENTS. — Tous les faits qui résultent d'une correspondance active et du dépouillement de titres de cent journaux sont résumés sous cette rubrique, lorsqu'ils intéressent localement le département.

DÉBATS JUDICIAIRES. — La PRESSE, le même jour que le DROIT et la GAZETTE DES TRIBUNAUX, rend un compte exact et précis des plus intéressantes causes judiciaires et des principaux arrêts.

NOUVELLES DIVERSES. — Sous ce titre sont reproduits tous les faits et nouvelles qui ne comportent pas une classification spéciale ou méthodique.

COLONIES FRANÇAISES. — Nouvelles d'Alger, etc.

STATISTIQUE ET ÉCONOMIE SOCIALE. — Examens des questions économiques, d'impôts, de budget, de population.

BIOGRAPHIE ET NÉCROLOGIE. — Vie et fin des contemporains célèbres.

VARIÉTÉS. — Comptes rendus, approfondis et signés de tous les ouvrages importants.

BOURSES, MARCHÉS ET SPECTACLES.

(Pour le feuilleton, voir plus haut ce qui a été dit.)

SYSTÈME FINANCIER DU JOURNAL.

La base économique sur laquelle la PRESSE est fondée est limitée de celle adoptée par tous les journaux anglais. Elle consiste en un calcul fort simple que voici : Le prix et le produit des annonces d'un journal sont en raison du nombre des abonnés et plus il y a d'abonnés, plus il y a de recettes.

En Angleterre, les annonces de Times par an coûtent au moyen 25,000 l. st. (175,000 fr.). En France, les annonces des trois principaux journaux de Paris s'élèvent annuellement de 200 à 250,000 fr.

Si maintenant une rédaction se cent pour cent sur le prix d'abonnement d'un journal quotidien, de même format que les journaux qui coûtent : Soit le rédacteur par les hommes les plus distingués, est le sûr moyen de compte 10,000 abonnés, peu importe que les bénéfices soient perçus dans la caisse des abonnés ou bien dans celle des annonces.

Ce que la PRESSE surtout ne veut être ni parasite, c'est un journal au rabais, la mission de la PRESSE est d'un autre ordre; c'est qu'elle a entrepris d'être une réforme radicale du journalisme existant en dépit de la loi de la mortalité législative.

La réduction la plus noblement attribuée, l'impression la plus soignée et le prix d'abonnement le plus faible, voilà ce que la PRESSE s'est assuré les moyens de réaliser. — Jamais l'économie du prix et l'infatigable de valeur n'ont été la solution d'un problème. Pour qu'il en soit ainsi, il faut savoir aller la suppression d'excédent et la réduction du prix, le luxe et le bon marché, il faut enfin qu'un grand nombre d'une ne se répercutent que l'effet de l'impôt.

Ce n'est qu'en se distinguant par le mérite de sa rédaction que le monde de la PRESSE, dès qu'il se présente, sera durable, et que l'économie de son prix sera impressionnée et utile; elle le sait.

La PRESSE paraît depuis le 1^{er} juillet dernier. Son fonds social est divisé en actions de 250, donnant droit à un intérêt de 5 0/0, à l'en-voi gratuit du journal, et à des dividendes annuels.

MERCREDI 5 OCTOBRE 1836.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office central de L'Économiste Européen
et C^{ie}, rue N. Dame des Vict. n° 27-28.

A la Librairie correspondance de Pl. Jussieu
et C^{ie} Place de la Bourse, n° 21; à la cor-
resp^{re} commerciale, de Poissone de la
Boulevard des Filles du Calvaire, n° 27, ou l'on
reçoit les annonces pour l'insulaire français.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

TROISIÈME ANNÉE, N° 99.

PREMIER ABONNEMENT
POUR LA CORSE

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



CORSE.

Loin de nous la prétention de vouloir pénétrer les mystères du cabinet secret. Cependant il nous revient de bonne source que M. le Préfet nous fait trop souvent l'honneur de s'occuper de nous dans sa correspondance ministérielle.

On s'imagine que ce n'est pas pour en dire grand bien : aussi quel'un de ses confidents va-t-il publiant que M. le Préfet est parvenu à faire considérer par un de nos ministres l'Insulaire français comme une feuille hostile au gouvernement, et à obtenir son agrément pour le faire tomber.

Tout en remarquant que ces assertions sont peu croyables, nous allons nous permettre quelques mots pour notre justification.

D'abord, si le ministre en question avait voulu réellement s'informer des rédacteurs de l'Insulaire en puisant ces renseignements à une source désintéressée, il n'aurait pas tardé à se convaincre qu'ils sont par leurs précédents les véritables amis du gouvernement. Mais il est probable que le ministre, aussi bien que le public, se soucient fort peu de savoir ce qu'ont été les rédacteurs d'un journal. Cela ne vaut pas la peine qu'on le leur apprenne. Selon nous, il vaut beaucoup mieux de leur rappeler la mission qu'ils se sont proposée.

Qu'il nous soit donc permis de faire observer que nos principes, nos doctrines, nos intentions, ainsi que notre but, se trouvent clairement exprimés tous les jours par ce que nous disons et même par ce que nous ne disons pas.

Nous l'avons plus d'une fois répété, nous n'attendons pas le bien-être de notre pays de l'application de vieilles ou de nouvelles théories abstraites; aussi il ne nous souvient pas d'avoir jamais discuté ni sur l'origine de la souveraineté, ni sur le principe constituant, ni sur l'extension du cens électoral; jamais non plus nous n'avons examiné s'il convenait d'intervenir ou ne pas intervenir en Espagne, s'il valait mieux avoir des

ministres appelés du tiers-parti ou des ministres appelés doctrinaires. Toutes ces hautes questions nous les avons toujours laissées aux journaux du continent, voir même à notre confrère le Journal libre qui, comme on sait, les traite tous les jours avec une grande suite d'idées et de principes.

Notre mission, à nous, n'est pas si ambitieuse. Elle consiste à indiquer ce que nous croyons réellement utile au pays, à surveiller surtout l'emploi des faibles ressources de notre budget pour qu'elle soient employées, s'il est possible, avec discernement et intégrité, persuadés que nous sommes que si on parvient à améliorer notre état matériel, notre état moral ne peut manquer d'en ressentir une heureuse influence. Hélas! on ne cesse de répéter que la Corse est une terre de vengeance; mais on ne dit pas que de temps en temps elle a été la terre classique des abus.

Pour en être convaincus il n'y a qu'à comparer les résultats obtenus avec l'argent dépensé. Qui, jusqu'à ces derniers temps, a jamais pu élever la voix pour avertir le gouvernement qu'on gaspillait, qu'on jetait son argent?

Du temps de l'empire, c'était le meilleur moyen pour se faire enfermer dans la tour de Toulon. La haute police ne plaisait pas, aussi le Grand Empereur, qui d'un coup d'œil embras-

sait toutes les parties de son vaste empire, ignorait complètement l'état réel de son pays natal.

Une anecdote historique le démontrera à l'évidence. Napoléon ayant reproché la lenteur des travaux de la route royale au général César Berthier, gouverneur de la Corse, celui-ci prit

mit de faire en voiture, à une époque donnée, le trajet d'Ajaccio à Bastia. Au jour fixé il partit en effet, escorté d'une compagnie de grenadiers; mais bientôt la scène change, les chevaux sont dételés, les roues démontées et le char du triomphateur est transporté sur les épaules de ses gardes. N'importe, il arrive; ce qui prouve incontestablement qu'on peut tra-

verser la Corse en voiture. (De Beaumont, observations sur la Corse.)

A la restauration, Messieurs les Préfets ont succédé en quelque sorte à l'omnipotence des généraux gouverneurs. Nul contrôle, nulle opposition à leurs desseins, à leurs fantaisies. Dès qu'ils avaient su choisir leurs membres du conseil-général, tout était dit, il pouvait dormir en paix; aussi maintenant on ne conteste plus que l'argent du trésor a été prodigué dans de folles dépenses sans utilité présente et sans utilité à venir.

Aujourd'hui un organe, quel qu'il soit, de la presse non subventionnée, existe en Corse: c'est l'Insulaire français. Il s'efforce de faire entendre, de temps à autre, quelques bonnes vérités sur le compte des fonctionnaires publics. Comment un ministre du Roi pourrait-il désirer de l'étouffer? Il n'y peut avoir aucun intérêt. — Nous n'en dirons pas autant de M. le Préfet de la Corse qui a ses bons motifs pour ne pas aimer un pareil contradicteur.

Pour y parvenir M. le Préfet s'est avisé de faire tomber le journal, faute d'abonnés. Tous les fonctionnaires subalternes, tous ses amis se sont retirés à la fois. Nos abonnements portés sur les budgets des communes ont été liffés, tandis qu'on y ajoutait d'office ceux du Journal libre.

Bientôt nous n'avons compté ni maires, ni adjoints parmi nos abonnés, et pourtant la nombre s'en est accru tous les jours. A qui sommes nous redevables de notre succès? On ne le croira pas, mais c'est la vérité: c'est à M. le Préfet lui-même.

Nous allons nous expliquer. — M. le Préfet fait-il des proclamations et des discours? C'était tant d'abonnements pour l'Insulaire. Ouvrait-il des écoles, ou assistait-il à la distribution des prix données aux élèves? C'était encore des abonnements pour nous. Chaque semaine LE JOURNAL LIBRE faisait, en style de proclamation, l'éloge de M. le Préfet? On se demandait ce qu'aurait dit l'Insulaire, et on s'y abonnait. Mais lorsque la session du conseil-général est surve-

On s'abonne à LA PRESSE, rue SAINT-GEORGES, 16, A PARIS.

nué, lorsque M. le Préfet y a pris la parole, qu'il a discuté, qu'il s'est animé, qu'il..... (Nous ne pouvons tout dire.) Oh ! c'est alors que la curiosité du public a redoublé, et que le succès de l'insulaire a été assuré.

Conclusion : aucun des ministres du Roi ne peut désirer la suppression de notre journal ; M. le Préfet ne peut l'obtenir.

L'ouverture des écoles chrétiennes de cette ville a eu lieu le 2^e de ce mois. Le nombre des élèves est toujours considérable et dépassera même celui de l'année précédente.

Comme nous tenons à consigner dans notre journal les votes des conseils généraux qui se sont associés à l'œuvre patriotique du monument de Napoléon, nous devons faire mention de celui de la Meurthe qui a souscrit pour 500 francs.

On assure que notre ville ne sera pas privée cette année d'un opéra, et qu'un entrepreneur de Florence a offert de conduire une bonne troupe de chanteurs. D'un autre côté le conseil municipal semble disposé à l'encourager en lui offrant gratis la salle des spectacles.

M. Réalier-Dumas, notre procureur-général, part demain pour le continent.

Les capitaines marins de la ville de Bastia se plaignent de ce que le phare du môle n'est pas éclairé pendant toute la nuit. Cet oubli de la part de celui qui l'entretien pourrait faire arriver de grands inconvénients aux navires qui viennent aborder le port.

(Communiqué.)

PARIS.

M. Sébastiani doit partir, dit-on, pour retourner à son poste à Londres vers la fin de septembre.

On parle beaucoup, depuis l'arrivée à Paris de Mme. Murat, d'une négociation entamée avec les membres de la famille de Napoléon, pour leur permettre, avec certaines restrictions, leur séjour en Corse. Cette négociation avait été entamée sous l'administration de M. Thiers. Le prince Joseph aurait le premier souscrit à ces conditions, et il viendrait passer 6 mois de l'année en Corse, et emploierait les 6 autres mois à surveiller l'exploitation des vastes domaines dont il a fait l'acquisition dans les environs de Rome.

On ignore si le ministère doctrinaire a adopté les vues du cabinet du 22 février ; mais les négociations ayant été entamées d'après la volonté royale, il est probable que la famille de Napoléon aura bientôt franchie des mesures qui la retiennent en exil.

(Sémaphore.)

Nous apprenons de St.-Petersbourg, du 12 septembre, qu le 7, dans la nuit, la voiture portant l'empereur de Russie, a versé sur la route de Pensa à Taboff. L'empereur est tombé sur l'épaule et s'est rompu la clavicule. Toutefois cet accident n'aura pas de suites fâcheuses. Le bulletin publié par le chirurgien est rassurant.

Les correspondances de Pragues, du 14 septembre, annoncent que l'empereur d'Autriche est très souffrant par suite d'une affection catarrhale.

Troubles à Nîmes. — Par suite de quelques coalitions d'ouvriers des troubles ont eu lieu à Nîmes le 21 et le 22 septembre. La tranquillité a été promptement rétablie.

M. Thiers. — M. Thiers est arrivé à Rome le 18 septembre.

Ambassadeur à Madrid. — M. de Latour-Maubourg, nommé ambassadeur de France en Espagne, est parti le 26 septembre pour Madrid.

Voyage de roi. — On parle d'un voyage du roi à Compiègne on dit même que sa majesté doit partir le 27 septembre.

Un journal annonce que le cabinet du 6 septembre est décidé à modifier, à l'égard d'Alger, le plan adopté par M. Thiers et ses collègues. On reviendrait à l'ancien projet de limiter la colonisation à une certaine étendue du territoire de la régence, que l'on mettrait entièrement à l'abri des incursions des arabes, et l'on abandonnerait le reste. On ajoute que le ministre prépare un projet de loi en ce sens, et qui serait présenté aux chambres dans les premières séances de la prochaine session. On croit que la convocation aura lieu dans les premiers jours de décembre.

On écrit de Bordeaux : Les vendanges approchent, et malgré la mauvaise saison, la récolte en vin promet d'être belle et bonne cette année. Encore quelques jours de beau temps et les espérances des vignerons seront heureusement réalisées.

La cérémonie du couronnement de l'empereur d'Autriche a eu lieu à Prague le 8 septembre. Les ravages du choléra n'ont pas empêché cette fête.

A Constantinople, le sultan est parvenu à solder son dernier compte avec la Russie. On se prépare à l'évacuation de Silistrie que l'empereur s'est engagé à rendre aussitôt après le paiement du dernier terme.

Désordres à Nantes. — Les journaux de Nantes rendent compte de désordres qui ont troublé la tranquillité publique de cette ville, dans la soirée du jeudi 15 septembre. Quelques agitations s'étaient déjà manifestées depuis plusieurs jours, à l'occasion d'une coalition d'ouvriers marins. Par suite de cette coalition, onze prévenus ont été traduits, le 15, devant le tribunal de police correctionnelle de Nantes. Cinq ont été acquittés, et sept ont été condamnés à quinze jours d'emprisonnement.

Lombardie, 30 août : Par un décret du 25 août, une amnistie générale est accordée aux citoyens qui, condamnés pour délits politiques, seraient réfugiés à l'étranger ; elle est accordée aux conditions suivantes : 1° Le réfugié qui désire profiter de cette disposition doit présenter une requête au gouvernement de Lombardie, autorisé à l'accorder ; 2° Le réfugié recevra l'assurance qu'il n'a rien à redouter pour le passé, toute instruction criminelle antérieure étant annulée à son égard. Les familles des réfugiés sont invitées à donner connaissance de

la résidence actuelle de leurs parents, le gouvernement se propose de leur transmettre par la voie des ambassadeurs les offres de grâce.

On lit dans le Sémaphore :

On nous écrit de Nice que deux régiments d'infanterie et un escadron de cavalerie sont attendus dans cette ville, outre la garnison qu'elle a déjà. On répare aussi la batterie dite Sainte-Hélène, qui peut, par sa position, battre tout le rivage compris entre Antibes et l'entrée du port de Nice. Ces démonstrations hostiles dont on ne connaît pas les motifs ont jeté quelques troubles parmi nos pacifiques commerçants des bords du Var.

On lit dans la partie non-officielle du Moniteur :

Le gouvernement a reçu de Perpignan les nouvelles suivantes, à la date du 23 septembre :

Le gouvernement espagnol a destitué le général Aldama de son commandement. Il a été remplacé par le général Guerra pour les opérations militaires et par le maréchal-de-camp Serrano pour le commandement politique.

Les communications sont toujours très difficiles en Catalogne.

Des nouvelles de Bayonne du 22 septembre, annoncent que le général Lebeau est rentré le 17 avec la légion d'Alger, après être resté quelque temps sans savoir s'il devait attaquer les carlistes, ou attendre les événements.

M. Bidaud, officier-supérieur attaché au ministère de la guerre, est arrivé à Bayonne porteur d'ordres du gouvernement, pour la dissolution définitive de la légion auxiliaire française formée à Pau. Il est parti de Bayonne le 22 septembre pour se rendre auprès du général Harispe, qui se trouvait dans son château de Lacarre. M. Bidaud doit se concerter avec lui pour l'exécution immédiate de cet ordre. Il paraît qu'on offrira aux auxiliaires français de rentrer dans leurs corps respectifs sur le même pied qu'avant d'en sortir et que sur leur refus ils seront dirigés sur Alger.

Mme. de Reyneval est partie le 22 septembre de Pau avec toute sa famille pour se rendre à Paris.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ESPAGNE.

On lit dans le Sémaphore : Nous avons reçu les gazettes du 18 et du 19 de Madrid : nous y trouvons un décret, du 17, ordonnant la confiscation des biens de tous ceux qui, depuis le 1^{er} octobre 1833, auront abandonné leur domicile pour servir ou aider la cause du prince rebelle, soit directement, soit indirectement, à l'intérieur, ou à l'étranger, en mission publique ou secrète.

Sur les produits de ces confiscations, on couvrira d'abord les frais occasionnés ; on indemniserà ceux qui auront éprouvé des pertes par suites de la guerre civile, et s'il en reste un reliquat, il sera appliqué aux frais de la présente guerre. L'administration des biens saisis sera créée à la direction des finances.

Par un autre décret, de la même date, le lieutenant-général Baldomero Espartero a été nommé général en chef de l'armée du Nord, vice-roi de Navarre et capitaine-général des provinces Basques, en remplacement du marquis de Rodil, qui reste toujours chargé du ministère de la guerre, et de la mission spéciale, qui est allée remplir à l'armée du centre.

On lit dans le Sémaphore : Nous recevons de Madrid, par voie extraordinaire, les nouvelles suivantes :

Madrid, 21 septembre à 8 heures du soir. Un courrier arrive porteur d'un bulletin de

Juez de Provincia (près de la Manche), avec l'agréable nouvelle qu'à Villardieu (pays de plaines), les factions réunies de Gomez, Quiroz et Cabrera ont été complètement mises en déroute par la division du brigadier Alais. Les trophées de cette victoire sont 1,360 prisonniers qu'on a déposés dans le couvent de Villardieu, deux canons et tous les bagages. Les fugitifs étaient rudement poursuivis par les troupes christines. Si on remarque que le pays est plat, et que le brigadier a sous ses ordres 6 à 700 chevaux, on doit croire que les factions sont écrasées et que probablement quelques-uns des chefs carlistes tomberont au pouvoir des christinos.

Rodil est parti ce matin. On espère qu'il en finira bientôt avec les factions d'Aragon. Il ne manque ni d'hommes ni d'argent. Madrid est tranquille et animé du plus grand enthousiasme pour la cause de la liberté. Le commerce se prête de la meilleure grâce à ouvrir ses coffres. Le trésor royal commence à être garni de l'emprunt de 200 millions de réaux.

M. Infante est nommé brigadier et retenu du gouvernement de Madrid.

TURQUIE.

On écrit de Constantinople, 24 août :

Une révolte a éclaté à Dibra en Albanie. Rumely-Wassey s'est mis en marche avec 7,000 hommes pour comprimer ce mouvement. Les contestations entre la France et la Porte relativement à Tunis sont terminées. Le diplomate français a remporté une victoire complète. Tahir-Pacha, qui avait engagé le sultan à faire cette expédition est tombé en disgrâce. Il n'ose plus revenir à Constantinople. Le reiss-efendi s'est montré satisfait des déclarations de l'amiral Roussin. Namik-Pacha a abandonné son commandement en chef, et Tahir est arrivé avec sa frégate dans les Dardanelles.

(Courrier allemand.)

PIERRE WOLFF.

A l'occasion de la PRESSE, que nous avons annoncée il y a quelques jours, des détails nous parviennent sur l'auteur de la lettre que nous rapportons.

A. M. Emile de Girardin.

Je suis depuis bien long-temps vos utiles travaux avec un constant intérêt, dont je viens vous en témoigner à l'occasion du nouveau journal que vous fondez sous le titre de la Presse. J'aime ceux qui savent exécuter ce qu'ils ont conçu.

J'avais lu, il y a trois ans, dans le Journal des connaissances utiles, l'article approfondi dans lequel vous démontrez par des chiffres la possibilité de réduire à 40 francs le prix des journaux quotidiens ; j'avais regretté, je vous l'avoue, que vous n'entreprissiez par une réforme dont vous établissiez si nettement l'utilité, l'urgence et les moyens d'exécution, dont vous prévoyiez si justement l'immuable succès.

Maintenant que vous êtes décidé à réaliser une idée si féconde, puisque la concurrence s'en est si vite emparée, permettez-moi de m'associer à votre œuvre pour la somme de cent mille francs que je vous envoie.

Les quatre cents actions auxquelles me donnera droit cette somme ne me seront point remises : vous les garderez, Monsieur, ou les mettez en dépôt chez votre notaire.

Je renonce, pour mon compte personnel, à l'intérêt de cinq pour cent, à tout dividende et à toute restitution de capital par voie du remboursement ; je désire que ces sommes cumulées soi-

ent placées chaque année, par vos soins, le plus avantageusement possible, pour les intérêts capitalistes, concourant pendant 25 années (durée de la société de la Presse) à l'accroissement du capital primitif de cent mille francs.

Des que, par le fait progressif de cette capitalisation annuelle des intérêts, le capital primitif se sera élevé à cinq cent mille francs, vous l'appliquerez, Monsieur, à la dotation d'une banque spéciale en faveur des classes ouvrières, dont l'objet sera de prêter à l'ouvrier économe qui voudra s'établir ou se marier, une somme égale à celle qu'il aura préalablement versée à la caisse d'épargne.

L'intérêt de ces prêts ne devra pas excéder deux pour cent.

Je désire, Monsieur, que la destination que je donne à la part d'intérêt que je prends dans la Presse, lui rallie parmi les classes ouvrières un grand nombre de lecteurs, que ce journal devienne, s'il est possible, exclusivement le leur ; je le désire, parce que je pense que l'indépendance et la modération dont tous vos écrits portent l'empreinte, et dont la Presse a déjà su revêtir le double caractère, sont plus favorables au large développement du travail qu'une opposition systématique contre les hommes, sans système arrêté sur les choses, et qu'il n'a pour effet que d'accroître les préoccupations politiques, de retarder le jour où la liberté et la moralité des peuples se mesureront sur le bien-être général dont ils seront redevables à quelques hommes utiles.

Je terminerai par un vœu, Monsieur, c'est de voir plusieurs de mes concitoyens s'associer à ma pensée, se grouper autour de vous et contribuer à la dotation de la Banque des travailleurs, afin que l'accroissement de son capital lui permette de commencer le plus tôt possible ses utiles opérations.

Veuillez bien considérer ma participation dans la fondation de la Presse comme témoignage de l'estime et de la confiance que vous avez méritées par vos travaux.

Signé PIERRE WOLFF, propriétaire, ancien négociant à Paris.

Le Bulletin des lois, n. 202, portant autorisation en date du 16 avril 1835, avait déjà fait connaître le nom de M. Pierre Wolff comme donateur d'une maison et de ses dépendances à la commune de Chamblay (Oise), pour l'établissement d'une école et d'une salle d'asile. M. Wolff est né à Saint-Jean-de-Loane (Côte-d'Or) ; ses parents étaient si pauvres que ses premières années se passèrent dans un hospice. Placé plus tard chez un graveur, il partit comme volontaire des que la révolution éclata, et devint capitaine ; mais ayant peu de goût pour l'état militaire, il se retira en 1794 et fut nommé sous-inspecteur des postes, place dont il donna sa démission en 1796. C'est à cette époque qu'il entra dans une maison de commerce comme simple commis. De là l'origine de la fortune qu'il acquit par son travail, et dont il fit un si noble usage.

Les Saints-Simoniens ont reçu de lui diverses reprises des encouragements considérables ; jamais on ne fut ni plus laborieux ni plus modeste.

Les quatre cents actions de la PRESSE, souscrites par M. Wolff pour encourager la réforme économique du journalisme, ont été déposées chez M. Lebon, notaire, et l'accumulation des intérêts, par sa puissance, ne permet point de douter qu'un jour la Banque des travailleurs ne soit fondée selon le vœu de M. Wolff.

VARIÉTÉ.

LE CHEMIN EN FER DE BRUXELLES À MALINES. On compte environ cinq lieues de Bruxelles à

Malines : on fait ce chemin en moins d'une demi-heure sur la route en fer. A l'extrémité orientale de Bruxelles, au bord du canal, derrière un mur provisoire en planches, qui sera remplacé, j'imagine, par quelque construction élégante et digne de l'industrie nouvelle, on aperçoit la cheminée des locomotives, d'où s'échappe cette légère fumée dont la force s'évalue en charbons. D'heure en heure, des voitures, en manœuvre d'omnibus, qui ont recueilli des voyageurs dans les rues de Bruxelles, viennent les verser à une sorte de bureau de péage pratiqué dans la barrière en planches. On monte à la hâte dans les wagons remorqués par la machine, espèce de chars-à-bananes dont les uns sont couverts d'une sorte de capote en cuir, les autres d'une simple toile, le plus grand nombre sans capote ni toile, figurant trois degrés de fortune et trois catégories de prix. Une clochette sonne le départ. Alors la machine s'émeut, et comme un cheval qui donne un vigoureux coup de collier, fait passer l'immense foule de wagons du repos au mouvement. La secousse que donnent les wagons en se heurtant les uns les autres serait assez forte pour faire tomber les voyageurs, s'ils n'étaient avertis de se tenir assis. La machine se meut d'abord avec lenteur ; mais bientôt elle s'anime, elle s'emporte, elle vole comme si elle fuyait devant le bruit du char qu'elle traîne après soi ; elle va aussi vite que l'impatience la plus forte de l'homme ; elle mène son corps aussi rapidement que sa pensée.

La route de Bruxelles à Anvers traverse un charmant paysage. Ce sont d'immenses prairies, avec des bouquets d'arbres çà et là, une plaine verte et fraîche, où paissent des troupeaux de vaches, à la robe éclatante, qui s'enfouissent à l'approche de la puissante machine. Quelques unes, moins peureuses, ou plus accoutumées à ce bruit lèvent la tête et mugissent ; d'autres continuent de paître sans se déranger. De distance en distance, des ouvriers voyers, préposés au balayage et à l'entretien de la route, présentent les armes aux voyageurs avec leur balai. C'est en passant devant eux qu'on peut apprécier la rapidité de la course. Il n'y a pas de regard si ferme qui les puisse fixer, et je doute qu'on reconnût son propre père sous l'incantement d'un de ces ouvriers. Il semble que les yeux vont sortir de la tête, et que le point qu'on veut fixer les attire hors de leur orbite. C'est une vive douleur comme celle que causent de fortes lunettes à ceux qui ont une bonne vue. Fermez les yeux pour les reposer un moment, puis rouvrez-les : le paysage a changé ; des plaines en culture ont succédé aux pâturages, et des charmes aux troupeaux. En cinq minutes, ce qui était l'horizon est devenu le point central d'une autre horizon, la circonférence est devenue le centre.

Un chemin ordinaire de la même longueur ne demanderait pas plus de cantonniers qu'un chemin en fer ne demande de balayeurs. Et quelle différence dans le travail ! Qui oserait reprocher à l'industrie nouvelle de donner à l'ouvrier, pour un simple travail de propreté, de soin, d'attention, sans fatigues accablantes, sans sueurs, le même salaire que la vieille industrie donne au cantonnier pour casser des pierres sur la route, remplir les fondrières, pousser la broquette tout le jour ? Moins de fatigue pour le même salaire, moins de sueurs pour le même pain, voilà un premier effet de ce grand partage du travail entre l'homme et la machine sur les routes en fer. La nouvelle invention a recueilli tous les bras qui dépendaient de l'ancien système, et a trouvé de nouveaux emplois pour les forces détournées d'une application reconnue insuffisante. Le chemin en fer a accepté toute les charges de la route ordinaire.

La route de Bruxelles à Malines est une chaussée.

se, tantôt plus élevée que les terres environnantes, tantôt à leur niveau, tantôt au dessous. Un large fossé rempli d'eau, et à quelques endroits, garni de palissades, la côtoie depuis le point de départ jusqu'à l'arrivée. Sauf à la sortie de Bruxelles, on elle fait une légère courbure qui permet aux voyageurs de contempler un moment l'immense file de wagons se déployant majestueusement en demi-cercle, la route est en ligne droite et marque la distance à vol d'oiseau de Bruxelles à Malines.

A mi-chemin environ, la machine s'arrête un moment devant le beau village de Vilvorde pour prendre ou déposer des voyageurs. Quelques cents pas avant le point d'arrêt on ralentit la course. Au bruit d'une roue qui tourne avec une effrayante rapidité succède le bruit d'une roue qui va s'arrêter. La machine fume et soupire, comme si elle reprenait haleine. Quand les passagers sont pris et rendus, et que les femmes et les vieillards sont descendus ou montés, une élévation par le mécanicien remet tout le convoi en mouvement; le piston pressé par la vapeur appuie son bras irrésistible sur la roue; celle-ci gémit et bondit; les wagons s'ébranlent, se heurtent l'un contre l'autre dans un sourd cliquetis; puis se suivent, chacun à sa distance, sans secousse, sans heurt, d'une course égale et douce comme celle de la locomotive. Dans le temps qu'on met à penser à cela, et à se rendre compte de ces sensations inconnues, la belle tour de Malines apparaît dans le lointain, d'abord dans une brume légère, et présentant une masse sans angles; puis, peu à peu, de seconde en seconde, s'éclaircissant, montrant ses profils, ses proportions, la couleur de ses pierres, aussi graduellement et presque aussi vite qu'un objet dont on approche la loupe, et qui, confus d'abord et in forme, s'éclaircit à mesure qu'on abaisse la main, et finit par apparaître dans tous ses détails.

A l'arrivée, on voit la locomotive qui va partir dans un moment pour Bruxelles quitter sa place et venir, par une route qui longe la principale, se placer à la queue du convoi, qui deviendra la tête, puis s'arrêter au point juste, plus docile et plus précise dans ses mouvements que le limonier le mieux dressé, et attendre immobile qu'on l'ait tiré à l'arrière par un câble qui va se remplir de nouveau pour le retour, et où les derniers seront les premiers. Les deux machines vont et viennent ainsi toutes les demi-heures de Bruxelles à Malines et de Malines à Bruxelles, sans se lasser, sans se rebuter, faisant toutes les volontés de l'homme, mais peut-être à la manière des événements que nous croyons mener et qui nous menent. L'homme ne se méfie pas de cette force, parce qu'elle est née de lui; mais qui sait si après avoir été si obéissante, elle ne l'entraînera pas où il ne voulait pas aller? Au reste, ce n'est pas encore le temps des mauvais présages. Admirez sans inquiétude cette création nouvelle, et, avant de prévoir les maux attachés à toute œuvre humaine, rêvons à tous les biens dont ils seront peut-être le prix.

Ce chemin est l'ouvrage du gouvernement belge. Il a pris un beau rang en Europe, en accablant par ses loix et par son exemple une invention qui doit changer le monde moderne. Pendant qu'on dispute en France de communisme et d'incammodo, et qu'on fait des enquêtes solennelles à l'effet de savoir s'il est propriétaire de l'argent, s'il leur convient qu'on introduise en France les foras étrangers, et s'il leur serait agréable de gagner cent pour cent de moins ou de continuer à gagner la même chose en se donnant cent fois plus de peine; pendant qu'on demande gravement aux gens du nord s'ils veulent être sacrifiés aux gens du midi, et à ceux-ci s'ils consentent à ce qu'on avise ceux-là à leurs dépens; pendant qu'on

doute dans les trois quarts des maisons, à Paris, que la houille soit un véritable combustible, la Belgique exécute la première moitié de son chemin en fer, et livrera la seconde moitié, cette année-ci, à la circulation. En une heure, on pourra se rendre de la capitale à la première ville maritime du royaume, y faire ses affaires entre les deux repas, et revenir dîner dans sa famille. Les gens de Malines feront leurs visites à leurs amis d'Anvers et de Bruxelles en moins de temps que nous n'en mettons pour faire les nôtres en haere, à Paris. Les marchandises, comme les gens, voleront d'une ville à l'autre. Le dimanche, les Bruxellois pourront aller promener sur le quai de l'Escaut, à Anvers, et ce ne sera pas une promenade peu intéressante; si l'Escaut redonne un fleuve helge, ou, ce qui vaudrait mieux, un fleuve libre, les deux cités n'en feront qu'une; Malines sera un faubourg de Bruxelles, et Anvers la tête de pont de la capitale du côté de la mer. Maintenant semez les plaines traversées par la route de fer de maisons de campagne, de maisons, que la facilité du transport et la commodité de l'arrivée feront multiplier. Anvers et Bruxelles seront en peu d'années les deux quartiers extrêmes d'une ville de huit lieues, séparés par une rue ou une allée de maisons de campagne.

Nous avons un chemin de fer de Lyon à Saint-Etienne. Ce chemin en fer va, mais non sans accidents. Ces accidents, répétés par tous les journaux, se multiplient dans les imaginations; qui, conquis à la même *sinistre*, racontent deux jours de distance, est persuadé qu'il en est arrivé deux. Notre crédulité, tour à tour, et notre incrédulité, favorisent ces illusions si nuisibles à l'industrie nouvelle. Nous sommes le peuple le plus novateur dans les idées et le plus routinier dans les faits. Tel qui ne doute pas qu'il a dans la tête un gouvernement modèle et une constitution dont le simple établissement prolongerait le bonheur universel, doute que le feu de houille soit du feu, et que la vapeur ne soit pas un canon toujours chargé dont le hasard tient la mèche. Notre sens critique, si éveillé et si fin, s'il nous fait percevoir toutes les mauvaises choses, nous cache quelquefois les bonnes. Nous n'avions pas confiance aux chemins en fer, nous nous y résignons; nous montons sur un wagon par bravoure, non par conviction; pour montrer que nous n'avons pas peur de sauter en l'air, mais non pour nous confier naturellement à un système de transport éprouvé. Nos badauds hochent la tête en voyant cet être tout de fer qui marche en vomissant de la fumée, avec une force, en apparence, incalculable. Ici, ce semble, les gens sont pleins de foi dans les chemins en fer; ils ne s'en rendent pas compte comme nous de toutes choses, ils ne s'en émeuvent pas, ils n'en dissertent pas, ils y croient. Je voyais assis sur les mêmes bancs que moi de bonnes paysannes des environs de Malines, qui roulaient pour la première fois sur un chemin en fer, et n'en étaient pas plus surprises. Les enfants seuls riaient d'aise de se sentir aller si vite. Je comparais naturellement ces croyants au chemin en fer, si simple et si convaincant, à quelques Français venus par le même convoi, lesquels spéculaient sur les accidents, et niaient le mouvement qui les emportait aussi vite que l'oiseau. Des gens de la campagne, venus de l'intérieur du pays sur le bord du chemin, pour voir passer la machine et sa file de wagons, regardaient le convoi en gens persuadés que ce qui peut faire ainsi cinquante pas sans broncher peut en faire cent, et qu'il n'y a rien de si facile que de marcher toujours et partout. Les jours de foire, à Bruxelles et à Anvers, ces hommes gens monteront dans le char, sans se croire hardis ni braves, et sans avoir fait leur testament.

On transporterait une armée entière du centre

du pays à la frontière, sur ces wagons. La locomotive est au transport des hommes ce que le télégraphe est au transport des nouvelles. La locomotive doit rendre les guerres impossibles, surtout cette espèce de guerre stérile et absurde que se font les douanes de chaque pays. Qui peut prévoir ce qui résultera de ces versements incessants des nations l'une dans l'autre, de ces convois de quinze cents personnes à la fois, sillonnant l'Europe dans toutes les directions, confondant les usages, mêlant les nationalités, prenant des habitudes et peut-être des liens dans toutes les grandes villes de l'Europe, devenant des points de réunions communs à une grande nation formée de l'élite des petites? On ne niera pas que les voyages fréquents ne donnent aux individus des idées et une sorte de bienveillance cosmopolite, qu'ils font aimer la civilisation pour elle-même, et préférer parmi les peuples ceux qui ont le plus fait pour elle, qu'ils adoucissent et quelque fois détruisent cet esprit d'exclusion patriotique, qu'entretennent les habitudes sédentaires et la vie emprisonnée dans l'horizon du clocher.

(Moniteur industriel.)

Le Gérant N. TARTAROLI.

NOUVEAU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 28 septembre au 5 octobre.

LIVOURNE, bœuf Providence, capit. Bellagamba, avec diverses marchandises.
RIO, brigantin *Redouteur*, cap. Tonjetti, avec marchandises.
MARSEILLE, mistic *Conception*, capit. Colliari, avec diverses marchandises.
PRONET, brigantin *St-Catherine*, capit. Regini, en lest.
CENTURI, golette *Elbe*, cap. Pontic, en lest.
TOULON, bateau à vapeur *Liamone*, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.
ALGER, golette *Trois-Frères*, capit. Valéri, avec fut. vides.

DÉPARTS

Du 28 septembre au 5 octobre.

PE. TOULON, bateau à vapeur *Liamone*, c. Valzi, avec dépêches et passagers.
LIVOURNE, bœuf *Saint-Jean*, capit. Lamberti, avec lupins.
RIO, brigantin *Sainte-Catherine*, capit. Regini, en lest.
LIVOURNE, gondole *Misericorde*, c. Belgodère, avec écorce.

AVIS DIVERS.

Chez les FRÈRES FABIANI Imprimeur Libraire à Bastia.

LA THÉMATURGE du XIX^e siècles ou St Philomène Vierge et Martyre 1 vol. in 12 relié fr. 1 75.
MISSALE romain in folio relié en maroquin, tranche dorée 35
MANUALE ORDINANDORUM, 1 vol. in 12 relié 2 35.

E stato smarrito una giumenta di pelo nero, alta quattro palmi e mezzo dell'età di 2 in 3 anni. Coloro che sapessero dove rinvenirla sono pregati di darne avviso al sig. Francesco Guaitella negoziante alla marina in Bastia e saranno convenientemente ricompensati.

Bastia, De l'Imprimerie de CÉSAR FABIANI.

MERCREDI 12 OCTOBRE 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.

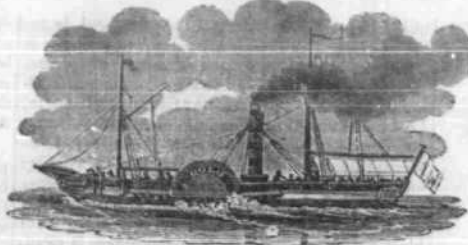
TROISIÈME ANNÉE, N° 100.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-correspondance de LEPAGE & BOUQUET, 41, rue N. Dame des Victoires N° 15.
A l'Agence correspondance de P. JUSTIN, 41, Place de la Bourse, N° 8; à la correspondance commerciale, de PRUSSE, 28, la Bouteille, rue St Honoré 297, ou l'on reçoit les annonces pour l'insulaire français.



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



PAIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CORSE.

Le recensement qui vient d'être achevé, porte la population de la ville de Bastia à près de 14,000 âmes. On se rappelle que celui qui fut fait, il y a trois ans, s'élevait à peine à 12,000. Comme le commerce et l'industrie croissent dans une proportion plus rapide encore, tout porte à croire que cette ville ne tardera pas à acquérir un degré d'importance qui éveillera nécessairement l'attention de l'administration supérieure, et l'engagera à aider ce mouvement progressif par quelque un de ces travaux, qu'elle réclame depuis si longtemps.

Nous avons parlé de l'administration supérieure, car il nous est démontré que nous n'avons plus rien à espérer de l'administration locale. Que manque-t-il à nos Préfets, quand ils ont un Palais qui a coûté 400,000 francs, et un jardin connu sous le nom de pépinière, où ils se donnent l'agrément de dépenser en pure perte 15,000 fr. par an? Le Préfet que nous avons actuellement, et que nous avons le bonheur de posséder depuis six ans, ne fait pas un voyage à Bastia, sans nous parler de l'agrandissement de son port, du dessèchement des marais qui infectent la belle plaine qui est à ses portes, du boulevard extérieur qui doit établir une communication facile entre le port et la route royale, la haute et la basse ville, de la route de Bonifazio qui doit nous ouvrir le débouché des plus riches cantons de la Corse. Voilà six ans, disons nous, que M. Jourdan nous entretient de ces beaux projets, qu'il sait assaisonner de si pompeuses harangues. M. Jourdan est devenu depuis M. Jourdan du Far, chevalier de la légion d'honneur, officier de la légion d'honneur, et la ville de Bastia n'a pas vu se réaliser une seule de ses promesses. Nous savons de bonne source que M. le Directeur général des ponts et chaussées est très favorablement disposé pour l'ouverture du boulevard dont nous venons de parler et dont il en reconnaît toute l'importance.

A qui donc la faute si ce travail n'est même pas encore commencé?

Il résulte de la discussion qui a eu lieu dans les deux chambres, à l'occasion du classement de nos routes royales, qu'on y a justement considéré la route de Bastia à Bonifazio, comme la plus importante de toutes, et qu'on a unanimement regretté que l'accomplissement des formalités voulues par la loi du 7 Juillet 1833, ne permit point de la comprendre d'hors et déjà dans le classement. Si ce n'était pas un reproche adressé à M. le Préfet, c'était du moins un bon avertissement pour qu'il eût à procéder sans délai à l'enquête prescrite par l'article 3 de la loi précitée, et qu'il pût mettre le ministère à même de présenter à la prochaine session un projet de loi, qui comprît la route en question au nombre des routes royales, et qui réparât l'étrange oubli qui venait d'être signalé. Six mois se sont écoulés depuis, et nous ne sachons pas que M. le Préfet se soit aucunement mis en devoir de remplir le vœu manifesté par les deux chambres.

Les sentiments peu bienveillants de cet administrateur à l'égard de la ville de Bastia, vont être mis, d'après ce que nous venons d'apprendre, à une nouvelle épreuve. On assure que le conseil municipal, frappé des nombreux inconvénients qui résultent du peu d'étendue du territoire de cette ville, se propose d'en demander l'agrandissement. On sait que ce territoire, du côté du nord surtout, est très étroitement serré par les territoires des communes de Cardo et de Ville qui arrivent en quelque sorte jusqu'aux barrières et comme l'accroissement de la ville se porte principalement de ce côté, le temps n'est pas éloigné où l'on sera obligé de bâtir sur le territoire des communes que nous venons de désigner. A quoi il faut ajouter que la ville est ainsi privée de la faculté de se tracer dans cette direction la moindre promenade, le moindre chemin vicinal; que, bien que propriétaire du sol, elle n'en a pas la juridiction, et que ses habitants sont obligés de recourir

aux tribunaux éloignés pour les demandes les plus minimes, mais qui malheureusement sont celles qui se renouvellent plus fréquemment. Il n'est pas difficile que les communes de Cardo et de Ville refusent de consentir au morcellement de leur territoire, par un amour-propre mal entendu sans doute, car nous ne voyons guère le dommage qui pourrait leur en revenir. Il appartient donc à l'administration de vaincre, en cas de besoin leur résistance, et de ménager un arrangement qui est sollicité par de si puissants intérêts. Malheureusement l'expérience nous fait craindre que ce projet n'ait le sort de bien d'autres. Nous voulons le voir réalisé pour y croire, car les promesses de notre Préfet ont cessé depuis longtemps d'avoir cours parmi nous.

En exécution des articles 8 et 25 de la loi du 22 juin 1833, M. le Préfet a procédé, le 6 octobre courant, au tirage au sort pour le renouvellement du tiers des membres du Conseil général et de la moitié des conseillers d'arrondissement. Voici les noms des membres sortants :

CONSEIL GÉNÉRAL.

MM. Cunéo d'Ornano, Ascagne.
Ponte, Antoine.
Sebastiani, Lieutenant-général.
Lazaretti, Antoine Sebastien.
Casalta, Antoine Philippe.
Pietri, Antoine Jean.
Benedetti, Joseph.
Suzzoni, Don Jean.
Roccasera, Camille.
Colonna d'Istria, Antoine Vincent.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

MM. Vico, Mathieu.
Damico, Felix.
Pianelli, Vincent.
Peraldi, Paul François.
Poggi, Louis.
Alessandrini, André Paul.
Morias, Vincent.
Taddei, Jean François.
Alerini, Sébastien.
Pietri, Pier-

Ferdinandi, Nicolas.
Vannucci, Dominique.
Belisari, Simon Pierre.
Riaggi, Ambroise.
Petrignani, Etienne.
Franceschini, Antoine Pierre.
Suzzoni, Jean Ambroise.
Savelli, Joseph Sebastien.
Arrighi, Ange François.
Grimaldi, Antoine Louis.
Grimaldi, Mathieu.
Pulicani, Joseph.
Marsili, Octave.
Polidori, Jean.
Castelli, Etienne.
Ristori, Charles Philippe.
Benedetti, François.
Bartoli, Antoine Sylvestre.
Peretti, Joseph Marie.
Galommi d'Istria, Mariano.
Colonna d'Istria, Pompée.

Par ordonnance royale en date du 27 septembre dernier, ont été nommés MM. Bertarelli (Louis), Président; Grondona (Antoine) Juge et Guaitella (François), suppléant au tribunal de commerce de Bastia.

Une lettre d'Ancône, sous la date du 28 septembre annonce que le Choléra qui a fait d'affreux ravages dans cette ville, est à son déclin. Comme tout ce qui a rapport à notre département intéresse nos lecteurs, nous devons leur annoncer qu'un de nos compatriotes, le docteur Nicora, requis par l'ambassadeur français, près le Saint Siège pour aller soigner les cholériques de la garnison que nous tenons à Ancône, a mérité par son zèle et ses connaissances les éloges du Général Cubières. La municipalité de la ville l'a nommé provisoirement 1^{er} chirurgien-opérateur en remplacement du docteur Lorenzini mort du choléra.

Nous sommes heureux d'annoncer que notre ville ne sera pas privée d'un opéra. L'entrepreneur Fracassi offre de conduire une bonne compagnie et de donner les opéras suivants : *L'Anna Bolena*, la *Sonnambula*, *Nina pazzo per amore*, *Il Pirata*, *Il Capuletti*.

Le bateau à vapeur le *Napoléon*, n'a été de retour de son voyage à Malte, où il a conduit le prince de Capoue, que Jeudi dernier. Ce long retard a été causé par le mauvais temps qui l'a obligé de relâcher à Trapani (Sicile) et par une contestation d'intérêt qui s'est élevée entre le capitaine et le noble voyageur.

PARIS.

Ambassadeur à Madrid. — M. de Lotour-Mau-bourg, nommé ambassadeur de France en Espagne, est parti le 27 septembre pour Madrid.

On lit dans le *Sémaphore*. On assure que le gouvernement a reçu la nouvelle que le directeur bernois, cédant aux sages conseils qui lui ont été donnés de tous côtés, s'était décidé à convoquer une Diète extraordinaire pour le 20 octobre. Il a pris cette détermination aussitôt qu'il a eu connaissance de la note transmise à M. de Montebello, par M. Molé. La note de M. Molé ouvre une voie de conciliation dans laquelle nous ne doutons pas que les Suisses ne se décident à entrer. Nous avons déjà dit que la classe moyenne,

qui subit en Suisse le joug du parti radical, le suit à regret et à contre-cœur; les mesures que le gouvernement vient de prendre doivent lui inspirer de sérieuses réflexions sur la démarche téméraire que les radicaux ont fait faire à la Diète. Le blocus aurait eu l'inconvénient de nuire au commerce de nos départements frontiers. L'interruption de relations de chancellerie n'a pas les mêmes dangers, et elle peut cependant exercer une grande influence sur les déterminations de la classe moyenne, dont les intérêts se trouvent blessés par cette mesure. Non-seulement la chancellerie ne délivre plus de passeports; mais, ce qui est plus grave, elle refuse les visas nécessaires pour les rentes viagères et les pensions sur la France. Une partie de la classe aisée de la Suisse trouve donc directement intéressée à faire cesser cet état de choses, et le gouvernement français a prévu avec raison que ses mesures exciteraient une réaction contre les radicaux; la détermination que vient de prendre le directoire fédéral prouve que cette prévision était fondée.

Nouveau Journal. — Le premier numéro du journal ministériel du soir, destiné à remplacer le Journal de Paris, et fondé sous les auspices du nouveau ministère, a paru le 28 septembre sous le titre de : *La Charte* de 1830.

Légion étrangère. — On annonce que la légion étrangère de Pau a reçu l'ordre de se dissoudre. Ceux des volontaires qui ne voudront pas retourner dans leurs foyers seront envoyés à Alger.

Déchéance Politique. — Le général Alava, ainsi que tous les membres de son ambassade, qui ont refusé avec lui de prêter serment à la constitution, ont été déclarés, par le gouvernement espagnol, déchus, non-seulement de leurs grades, mais encore de leurs dignités et décorations.

L'état de la santé de M^{le} la comtesse de Lipano, ex reine de Naples, qui a été très alarmant pour ses nombreux amis depuis son arrivée à Paris, s'est un peu amélioré aujourd'hui. Ainsi qu'on le pense bien, l'élite des médecins de la capitale est un chevet au lit de l'illustre malade.

La sœur de Napoléon habite le grand pavillon de l'ancien garde-meubles qui forme l'angle sur la rue royale Saint-Honoré et la place de la Concorde de sorte que de son lit de douleur la princesse peut suivre les admirables travaux qui s'exécutent sur la place de la Concorde pour y dresser l'obélisque de Luxor, unedes premières conquêtes de son frère.

— On lit dans la *Paix* :

Les nouvelles de la frontière espagnole portent que don Carlos, retiré avec son état-major général dans la ville d'Estella; est cerné par 18,000 hommes sous le commandement d'Oras; et par un bataillon du génie du général Lebeau.

— On écrit de Béthobie, le 27 septembre :

Le troupes d'Irun et de Fontarabie, ainsi que les paysans armés, sont partis pour Alava. Les carlistes ont attaqué la ligne vers une heure de matin; la fusillade a été très vive jusqu'au jour. Je n'ai aucun détail sur ces résultats; mais, ce qu'il y a de certain, c'est que Soron, commandant d'Irun, est rentré à onze heures du matin, avec les paysans, et que la troupe n'est pas encore de retour (huit heures du soir). Le passage entre ici et Irun a été intercepté depuis hier soir à dix heures jusqu'aujourd'hui à midi. Des personnes venues depuis, m'assurent que la ligne anglo-espagnole a d'abord été forcée par les carlistes, mais que ceux-ci ont ensuite été repoussés avec perte.

Le feu qui avait cessé ce matin à huit heures, a recommencé à deux heures. Jusqu'à la nuit, j'ai constamment entendu une très-vive canon-

de et le bruit de la fusillade. M'étant rendu, pour mieux entendre au port de Saint-Jacques, les coups de canon ont paru être tirés de si près, que j'ai lieu de supposer qu'ils proviennent des bateaux à vapeur qui sont arrivés jusqu'à Alza, à la faveur de la forte marée d'aujourd'hui.

Troubles à Cobourg. — La gazette d'Angsbourg parle de troubles sérieux qui ont éclaté à Cobourg et qui ont nécessité l'intervention de la force armée. Il a même été question d'appeler les troupes fédérales.

Suite d'un tremblement de terre. — On écrit de la Haute-Italie, 13 septembre : « On a fait un relevé officiel des dommages occasionés par le tremblement de terre du 12 juin dans le district de Cesole, province de Trevise; des 1943 édifices subsistant dans les huit paroisses de ce district, centse sont entièrement écroulés et sixcent quatre-vingt-douze ont été plus ou moins endommagés. Les églises que Canova a fait construire à Possano, sa ville natale, la Galerie-Canonica et le grand pont de Crespano n'ont heureusement pas été atteints.

Troubles à Nîmes. — Par suite de quelques coalitions d'ouvriers des troubles ont eu lieu à Nîmes le 21 et le 22 septembre. La tranquillité a été promptement rétablie.

M. Tiers. — M. Tiers est arrivé à Rome le 18 septembre.

Guerre de Circassie. — On écrit de Constantinople, le 31 août :

Nous avons reçu des nouvelles de la guerre de Circassie; les troupes russes sont parvenues à s'emparer de Soudjek-Kalé, forteresse formidable entre Anapa et Gulendjek. Une attaque simultanée a été dirigée de ces deux places contre la forteresse, et l'attaque a été secondée par une expédition navale partie de Sébastopol. On évalue le nombre des Russes qui ont pris part à l'affaire à 15,000 hommes. La perte a été considérable.

Elle se trouve compensée amplement par les avantages de la position conquise, qui leur permettra dorénavant de compléter le blocus de la côte. Déjà les Russes ont pris 14 chaloupes chargées de sel et de poudre, et les Circassiens, bloqués de toutes parts, n'auront bientôt plus moyen de se défendre. Les préparatifs formidables qui se font dans la Crimée et la Bessarabie, et le voyage de l'empereur qu'on y attend, paraissent avoir pour but principal la soumission du Caucase. (Morning-Chron.)

Mort de madame Malibran. — On écrit de Manchester : Le docteur Bellini, appelé auprès de Mme Malibran dans la soirée de dimanche, remarque les progrès effrayants faits par la maladie; souvent la célèbre cantatrice tombait dans un état voisin de la stupeur, son pouls battait de plus en plus lentement, et des symptômes alarmants se manifestaient. On éprouvait de si vives inquiétudes, que jeudi, à 2 heures de l'après-midi, on jugea à propos d'appeler M. W. Lewis; après avoir tâté le pouls de la malade, ce célèbre chirurgien déclara qu'il n'y avait plus d'espoir.

Cependant, vendredi matin, Mme Malibran ayant repris connaissance, on espérait encore la sauver, lorsqu'à 9 heures du soir l'agonie vint annoncer l'approche de l'heure fatale.

Mme Malibran est morte à minuit moins vingt minutes.

Grêle en Afrique. — Un chebeck espagnol, qui est entré le 9 à Alger, rapporte que la veille, étant dans le nord, à quinze lieues du port, il fut assailli par un grain violent. Ayant amené ses voiles, l'équipage fut obligé bientôt de se réfugier sous le pont, la grêle tombant avec une violence extraordinaire; des grêlons d'une livre et demie frappaient à bord avec une telle force

que le dessus de l'habillage fut enfoncé comme frappé d'un coup de masse; une cafetière en fer-blanc fut aplatie; enfin plusieurs hommes, qui se hasardèrent à regarder ce qui se passait sur le pont, furent plus ou moins grièvement blessés. Ce fait se passa à deux heures de l'après-midi, dans la journée du 8 septembre.

Un bataillon de la 10^e légion de la garde nationale de Paris, et le bataillon de celle de Vanves s'étaient donné rendez-vous dans la plaine de Clamart, pour faire la petite guerre. Vers la fin de cet amusement, toujours dangereux pour les militaires, et encore plus pour les citoyens, M. Carassi, architecte, demeurant rue de Lille, lieutenant de chasseurs de la 10^e légion, a eu le corps traversé par la bague de fusil qu'un garde national avait oublié de retirer. On l'a transporté de suite dans une maison voisine, où le soins les plus pressés lui ont été prodigués; mais on a peu d'espoir de lui conserver la vie. Il a été impossible jusqu'à ce moment de retirer la bague, qui est fixée dans l'épaule.

On lit dans la Charte de 1830 : « S. M. ayant appris l'accident arrivé à M. Carassi, lieutenant du 24^e bataillon de la 10^e légion de la garde nationale de Paris, grièvement blessé à l'exercice à feu, et sachant que cet officier subvenait, par l'exercice de sa profession d'architecte, aux besoins d'une nombreuse famille, a bien voulu lui faire remettre une somme de 500 fr., et a témoigné le désir que, pendant la durée de son voyage, le bulletin de santé de M. Carassi lui fût envoyé chaque jour; un surplus de 300 fr. lui a été pareillement alloué par le ministre de l'intérieur.

Des nouvelles de Madrid datées du 26. Il paraît que le refus du ministre d'autoriser l'ouverture du club des Régénérateurs excitait de vifs murmures. On craignait qu'ils ne se tradussent en quelque démonstration populaire, dont le résultat serait une modification du cabinet.

La méintelligence qui règne entre Mendizabal et ses deux collègues, Galarza et Gil de la Quadra, suffirait d'ailleurs pour amener la dissolution du cabinet, quand il ne s'y joindrait pas autre chose.

Le général Narvaéz et le colonel Aristizabal ont été nommés, le premier commandant-général de la province de Murcie, et le second commandant-général de celle de Cuenca.

Le prétendant était encore à Estella le 25 septembre. Le même jour deux ou trois bataillons carlistes faisaient une reconnaissance qu'ils portaient jusqu'à Arjona, bourg placé entre Puenle la Reyna et Teliala, à cinq lieues au sud de Pampelune, non loin de Mendigorria.

Le 26, Villareal avait son quartier-général dans la vallée de Mena, pour appuyer la marche, dans la direction de Santander, de quatre à cinq mille factieux, sous les ordres de Castor Andechago. Il est probable que ce mouvement a déterminé à St-Sebastien, le 28, à onze heures du soir l'embarquement de deux bataillons pour la destination de Gijon.

(Phare.)

Le bateau à vapeur le *Castor*, capitaine Paris, est arrivé le 25 septembre à Alger, ayant à bord 4 compagnies d'élite du 17^e léger qui doivent être dirigées sur Bone, et le général Ropatel qui vient de visiter les établissements militaires de l'ouest.

Le général Ropatel s'est arrêté le 23 à Arzew, où il a passé l'inspection des troupes. Le même jour il s'est rendu à Mostaganem. Au moment de son débarquement, les troupes étaient rangées en bataille; Ibrahim était venu de Masagan avec une escorte de 200 hommes. Les Arabes ont salué le général par des salves de mousque-

terie. Après avoir visité les établissements, le général accompagné par Ibrahim s'est rendu à Masagan pour voir le camp, qui avait été attaqué la veille par les Arabes d'Abd-el Kader. Ibrahim avait été, dans cette circonstance comme toujours, le modèle des braves; il avait fait tous ses efforts pour cerner Abd-el Kader, qui se tenait à l'arrière garde, a pu facilement lui échapper, dans la déroute, en gagnant le grand ravin.

Le bey El Mezary, ancien lieutenant d'Abd-el-Kader, accompagnait aussi le général. Son influence sur les tribus de l'ouest nous sera d'un grand secours; on l'a envoyé à Mostaganem où sa présence est nécessaire, vu le voisinage de l'ennemi; il a beaucoup d'amis dans le camp de ce dernier et il est toujours le premier instruit des mouvements qui s'y opèrent. Son entrevue avec Ibrahim a été froide; il régnait entre eux une antipathie naturelle entre les Arabes et les Turcs, ou une espèce de rivalité; El Mezary semble supporter avec peine la suprématie d'Ibrahim; sous les ordres duquel il est placé.

On dit que la garnison d'Arzew va être renforcée.

Le bateau à vapeur le *Fulton* est arrivé à Alger le 24, venant de Bone, avec la commission Bande. Ce bâtiment partira le 30 pour Oran.

On prépare activement une expédition contre Mérah; elle aura lieu sous peu de jours et sera commandée par le maréchal Clausel.

Le bateau à vapeur le *Castor* devait partir le 30 pour Bone, où il transportait le général Trezel, commandant supérieur de cette ville, et le contre-amiral Delfresne qui va visiter les ports de l'est.

Conséquences de la blessure de Nicolas. — On écrit de Francfort, le 25 courant : « L'accident arrivé à l'empereur Nicolas a une grande importance, car ce souverain allait diriger les manœuvres de ses forces navales dans la mer Noire, et préparer une nouvelle expédition dont on ne connaissait pas positivement le but, mais qui pouvait avoir rapport aux affaires de la Turquie.

Expédition de Constantine. — L'expédition de Constantine a été définitivement décidée en conseil des ministres. Des ordres ont été immédiatement expédiés aux divers corps qui en feront partie. Les bataillons de guerre seront composés de soldats ayant au moins quinze mois de service.

Consul général d'Espagne. — M. Mariani qui avait été chargé par le cabinet espagnol d'une mission auprès du gouvernement français, a été nommé consul général d'Espagne à Paris.

Accident. — Bateau à Vapeur. — Les journaux de New-York rendent compte d'un sinistre arrivé à un bateau à vapeur dans la rivière de l'Ohio, par suite de l'éclat d'une chaudière. Trois personnes ont péri sur-le-champ; sur 12 passagers blessés grièvement, 8 sont morts quelques heures après l'explosion; on conserve peu d'espoir de sauver les quatre autres. Les mêmes journaux rapportent que le bateau à vapeur le Boston, s'étant heurté contre le Jackson, ce dernier a été brisé, 25 passagers se trouvaient à bord; 6 d'entre eux se sont noyés; les autres sont parvenus à gagner le rivage.

Rupture de Naples avec l'Espagne. — Le gouvernement espagnol, croyant avoir à se plaindre depuis long-temps de la conduite de l'agent du gouvernement napolitain, qu'il accusait d'agir ouvertement en faveur de don Carlos, et de s'être permis de véritables insultes envers le gouvernement de la reine, avait adressé depuis long-temps à cet égard de vives représentations au gouvernement napolitain; ces représentations étant restées sans effet, le gouvernement espagnol a expédié à son ambassadeur à Naples les

lettres de rappel, et de son côté, l'ambassadeur de Naples à Madrid a reçu presque simultanément de son gouvernement l'ordre de prendre ses passeports.

Incendie à Constantinople. — Un vaste incendie a éclaté à Constantinople; un grand nombre de boutiques ont été la proie des flammes. Toute la capitale aurait pu être brûlée si le vent avait soufflé, car on ne pouvait se procurer d'eau nulle part. On évalue la perte à 30,000 liv. sterling. (750,000 fr.).

Emancipation des femmes. — C'est en Turquie qu'elle a lieu. On écrit de Constantinople : « Depuis quelques jours, les dames du sérail impérial se sont montrées pour la première fois en public; le sultan leur avait dit-on, ordonné de donner l'exemple aux autres dames de distinction de l'empire, en cessant de se tenir enfermées dans les harems. Que le sultan Mahmoud vive encore long-temps; et l'émancipation de la femme musulmane est certaine; le voile qui cache sa beauté éclatante tombera. Au bal donné au palais de Tschiragim, le jeune prince Nizameddin a dansé avec la fille aînée du roi de Circassie, et le prince polonais a eu l'honneur de danser avec la princesse Shekerleib.

Envoi de troupes en Afrique. — Ainsi que nous l'avions annoncé, l'expédition de Constantine a été décidée en conseil des ministres. En conséquence, le ministre de la guerre a adressé une dépêche à M. le maréchal Clausel, pour l'engager à hâter les préparatifs de l'expédition. Le ministre autorise en même temps le maréchal à garder le 59^e régiment, et il l'informe que les troisièmes bataillons de six régiments ont reçu l'ordre de rejoindre pour s'embarquer à Port-Vendres et à Toulon.

Atroce vengeance d'une femme. — Un jeune homme du département de l'Isère, vivait depuis plusieurs années avec une jeune fille dans les relations les plus intimes. Il en avait eu des enfants. Ce jeune homme songea, il y a peu de temps, à rompre cette liaison pour contracter avec une autre jeune fille une union légitime. Le mariage devait être célébré très prochainement. Dès que la maîtresse délaissée fut instruite de ce projet, elle annonça hautement qu'elle empêcherait ce mariage, et qu'elle mettrait son amant dans l'impossibilité de le contracter.

Peu de jours avant le mariage du jeune V..., elle sollicita de lui une entrevue; V... refusa d'abord; mais vaincu par les prières et les larmes de celle qu'il avait autrefois aimée, il y consent et se rend chez elle. La jeune fille affecte encore la passion la plus profonde; elle lui rappelle les jours heureux qu'ils ont passés ensemble. V... est d'abord insensible à ces protestations; il repousse les embrassements qu'elle lui prodigue. Enfin, il est vaincu par ses larmes, par ses caresses. Bientôt il oublie que, dans quelques jours, il doit épouser une autre femme à laquelle déjà il a prodigué ses serments... Tout-à-coup le malheureux pousse un cri perçant...; il tombe mutilé aux pieds de sa maîtresse. Armée d'un instrument tranchant qu'elle tenait soigneusement caché, elle avait exercé sur lui, avec une dextérité épouvantable, l'horrible vengeance du chanoine Fulbert sur le malheureux Abcillard. Aux cris de son amant, elle répond par d'odieuses sarcasmes, et le jette tout sanglant hors de sa chambre.

Le malheureux V..., dont la guérison est assurée, n'a pas voulu porter plainte, et la coupable, qui n'a pas quitté le pays, loin de cacher son crime, paraissait s'en applaudir. Mais la justice, instruite de cet attentat, s'est rendue sur les lieux et informe.

Eh bien ! qu'on pénètre dans les prisons de Corse, les plus affreuses entre toutes celles qui existent, que l'on visite en détail celles des autres arrondissements, et l'on verra comment notre Préfet s'est acquitté de cette obligation sacrée. Encore, si les maisons d'arrêts ne s'ouvraient jamais que devant des coupables ! Mais avec un système pénal qui autorise des mandats de dépôt sur simples indices, quel est le citoyen qui peut dire avec sécurité, ces étroites et humides cellules ne sont pas faites pour moi. Le témoignage d'une vie honorable ne suffit pas toujours pour écarter de nous les fers et les prisons.

Combien ne pourrions nous pas en citer, qui ont passé des mois entiers sous le coup des plus fâcheuses préventions entre une ordonnance d'acquiescement et la honte d'une sellette ? Le conseil général compte dans son sein plus d'un avocat. C'était à eux qu'il appartenait de signaler les abus, qui rendent intolérable le régime actuel des prisons. Conduits tous les jours par les devoirs de leur ministère, dans ces lieux de souffrances et de privations, pourquoi nous laissent-ils le soin de faire entendre des accents d'humanité en faveur de ceux-là même qui ont remis, peut-être, en leur mains, le dépôt de leur vie et de leur honneur ? Que de fois n'ont-ils pas gémi sur le sort des détenus, en voyant la nudité des uns, la figure pâle et défaite des autres et la nourriture malsaine qui souvent achève d'affaiblir des constitutions fortes et vigoureuses qu'avaient déjà gravement altérées les misères pestilentielles de ces réduits obscurs.

Revenons aux maisons d'arrêts; le ministre de l'intérieur, regarde comme une sorte de gloire pour lui de faire disparaître quelques-unes des causes permanentes de souffrance et de démoralisation, que les vices du régime actuel ne pourraient que perpétuer. La réforme qu'il s'efforce d'y opérer a besoin du concours de tous les Préfets. C'est le but d'une circulaire empreinte d'une philanthropie éclairée à laquelle applaudiront les partisans du régime pénitentiaire. En attendant le jour heureux, où elle doit recevoir une application plus étendue, cette circulaire est déjà un premier appel à leur humanité, qui, nous l'espérons, ne demeurera pas entièrement stérile. Sur le continent du moins, les Préfets ne pensent pas qu'il soit indigne d'eux de franchir de temps en temps, le seuil des prisons. Il y vont au contraire pour entendre les plaintes des prisonniers contre la dureté des gardiens, pour y faire cesser des abus dangereux, faciliter, par de sages exhortations, le retour à des idées de morale et de religion, y répandre enfin des espérances et des consolations. Ce n'est pas tout; ils s'assurent en outre si les gardiens des maisons soumises plus spécialement à leur surveillance se rendent jamais les complices de détentions arbitraires, soit en retenant des personnes sans mandat décerné suivant les formes prescrites par la loi, soit en

omettant de transcrire sur les registres les actes en vertu desquels la détention a lieu. Quoique les présidents des cours d'assises et les juges d'instruction soient tenus de s'enquérir aussi de l'observation de toutes ces formalités, sauvegarde de la liberté des citoyens, combien cette intervention administrative, jointe ainsi à l'action du pouvoir judiciaire, n'accroîtrait-elle pas la sécurité des prisonniers ? Faut-il donc que les Préfets ne se montrent que dans les fêtes publiques ? N'y a-t-il de place pour eux que dans les banquets officiels ? Le triste aspect d'une porte ferrée, le bruit des verrous, sont assurément moins agréables que les frais ombrages d'Orezza; nous concevons aussi que l'air embaumé que l'on respire dans le jardin de la préfecture soit beaucoup plus pur que celui des prisons. Mais quelle opinion doit-on avoir d'un administrateur qui néglige des devoirs pour courir après des jouissances ? L'état matériel et le régime intérieur des prisons de ce département, méritent un examen sérieux de la part de l'autorité supérieure.

Cette matière a plus de rapport qu'on ne semble le penser, avec la moralité publique, et nous croyons aller au devant des desirs du Ministre de l'intérieur, en signalant la cruelle incurie de l'administration locale sur un point qui, encore une fois, aurait dû par son importance attirer depuis longtemps toute son attention.

L'ordonnance du roi sous la date du 31 mars relative à l'établissement de l'École-Paoli portait dans son art. 2, ce qui suit :

« Il sera directement pourvu aux dites chaires et aux dits cours par nomination de notre ministre de l'instruction publique. »

Six mois se sont écoulés depuis cette ordonnance et l'année scolaire s'est ouverte sans que l'on connaisse encore ni l'organisation intérieure, ni les conditions d'admission et de discipline, que devaient régler les arrêtés du Conseil royal de l'instruction publique. En attendant la Corse tout entière attend avec anxiété l'époque où doivent commencer les cours de cette école supérieure.

On ne comprends guère les motifs de ce retard. Il serait bien temps que les concitoyens de l'illustre testateur entrassent en possession effective des avantages qu'un système de haute instruction promise à la nouvelle génération.

Voici le résultat du recensement général de la population de notre département, fait en vertu de l'ordonnance du 11 Mai 1833,

Arrondissement de Bastia	63,764
Ajaccio	45,383
Calvi	21,469
Corte	50,534
Sartène	25,739
Total	207,889

LA LOI, sans abandonner un instant son caractère de spécialité, embrassera dans une sphère tous les intérêts vivants de la société, politique, sciences, industrie, commerce, beaux arts, en les rattachant toujours à la législation sur la ju-

La Corse a vu rarement de plus belles journées. On se croirait encore au mois de Mai. C'est la même température, le même ciel. Les personnes qui à l'approche de l'automne ressentaient des incommodités, celles qui craignaient de voir aggraver leurs infirmités, jouissent d'une santé parfaite.

Les vendanges sont terminées. Les raisins étant parvenus à une parfaite maturité, le vin sera excellent, mais cher; car dans certaines localités les vignes ont été frappées d'une telle stérilité que des propriétaires très riches en vignobles seront presque obligés d'en acheter pour leur provision. Ceux dont les vignes ont produit la moitié et même le tiers ne sont pas les plus mal partagés. En revanche la récolte des châtaignes sera abondante.

On nous écrit de Florence, que M^{me} la Marquise Marie Laure de Baciocchi, née de Persi, est décédée dans cette ville le 27 septembre dernier, après une longue et douloureuse maladie.

On lit dans *La France*.

« Nous recevons aujourd'hui l'*Insulaire Français*, journal qui paraît à Bastia (Corse). Ce journal se plaint des entraves que le préfet d'Ajaccio met sans cesse à sa publication et des ordres qu'il a donnés pour que tout fonctionnaire subalterne, conseil municipal, etc., cessât son abonnement. Il est arrivé de ces petites et mesquines tracasseries, que la curiosité publique s'est éveillée, et que les défenses de M. le préfet ont été autant de prospectus pour l'*Insulaire*. Les agents du gouvernement n'avaient pas encore pensé à ce genre de propagation. »

La révolution qui s'est opérée dans la presse politique quotidienne par la réduction à moitié du prix des abonnements, devait nécessairement s'étendre à la presse spéciale. La popularité est acquise à la presse à bon marché et la rapide réussite est le présage du succès de toutes les entreprises qui marcheront dans la voie nouvelle. Aussi devons nous applaudir à la création d'un *Journal Judiciaire* quotidien à 40 francs par an. *LA LOI*, *Journal général de Législation et de Jurisprudence*, va mettre à la portée des fortunes les plus médiocres les renseignements quotidiens si nécessaires à tous les hommes qui font de la loi et des décisions des tribunaux l'objet de leurs études ou de leur pratique habituelle. Conçue sur les mêmes bases que les autres journaux à 40 fr., cette publication n'aura point à craindre de voir contester l'exactitude de ses calculs financiers. *La Loi*, comme *la Gazette des Tribunaux*, ne paraîtra pas le lundi, les tribunaux ne siégeant pas le dimanche; et le prix de 40 fr. couvre largement les frais occasionnés par 310 n^{os}. Le point de vue tout à fait neuf sous lequel les rédacteurs de *La Loi* envisagent la direction à donner à un Journal judiciaire doit d'ailleurs exciter au plus haut degré l'intérêt de tous les hommes spéciaux, attirer l'attention et piquer la curiosité des hommes même étrangers aux matières législatives et judiciaires.

LA LOI, sans abandonner un instant son caractère de spécialité, embrassera dans une sphère tous les intérêts vivants de la société, politique, sciences, industrie, commerce, beaux arts, en les rattachant toujours à la législation sur la ju-

risprudence. Donnant régulièrement le texte même des lois, ordonnances avec des commentaires, aussi bien que les arrêts et les débats judiciaires qui les précèdent, ce journal est appelé à remplir dans peu de temps avec avantage toutes les collections de Lois et les recueils périodiques de Jurisprudence. Il nous paraît donc destiné à marcher sur les traces du *Droit* dont les actions ont doublé de prix en moins de 6 mois, et de la *Gazette des Tribunaux*, dont les actions créées à 500 fr., valent aujourd'hui 24 mille francs et donnent 3 mille francs de revenu. Le nombre des abonnés s'étend dans une proportion très rapide, en raison de l'abaissement du prix; il doit encore être augmenté par l'ingénieuse combinaison du plan et par la nouveauté de la rédaction.

(Voir notre précédent N^o)

PARIS.

Le *Moniteur officiel* du 8 octobre, contient un rapport de M. Persil, sur un certain nombre de grâces accordées à des condamnés pour cause politique. Ce rapport a été approuvé par le roi. Il est daté du 6 octobre.

— Depuis le 28 Septembre, l'entrée en France est interdite à tous les ressortissants de la Suisse. Les autorités françaises exécutent rigoureusement l'ordre qu'elles ont reçu de les repousser à la frontière. Un voyageur de Zurich a été, à Bellegarde, contraint de retourner. Les Français continuent à circuler en Suisse, sans que les autorités locales y mettent obstacle. Tout paraît démontrer que la Suisse ne désire qu'une franche réconciliation avec le gouvernement français, et que la majorité de la population voit avec peine ce malentendu poussé jusqu'à l'irritation et à une rupture.

— Il paraît que dans tous les ministères on s'occupe activement de préparer des projets de lois pour soumettre aux chambres des leur réunion. Celui de l'intérieur en présentera un sur les télégraphes, un sur la propriété littéraire, sur les prisons départementales, etc. M. Guizot achèvera sa loi sur l'instruction secondaire et en préparera sur d'autres sujets tenant à son ministère. La conversion des rentes occupe M. Duchâtel; on pense qu'il y aura encore une grande loi de travaux publics.

Lettre de Nicolas. — On lit dans le *Message*: Plusieurs journaux annonçaient dans le temps que S. M. Louis-Philippe avait adressé à l'empereur Nicolas une lettre autographe sur la question orientale. Si on en croit certaines personnes, la réponse écrite de la main de l'empereur, serait arrivée ces jours-ci à Paris. Le journal du soir ajoute que le château s'en montre très satisfait et la trouve conçue en termes aussi convenables qu'amicaux.

Bruits de paires. — On parle de la nomination prochaine de plusieurs pairs nouveaux, parmi lesquels on cite quelques vieux généraux de l'empire, trois ou quatre présidents de cours royaux et M. Bourdeau, ancien ministre de la restauration.

Prorogation du parlement. — Le parlement anglais a été prorogé mercredi dernier au 8 décembre prochain.

Chefs carlistes arrêtés. — Le gouvernement a reçu de Perpignan la nouvelle suivante, en date du 7 octobre:

Dans la nuit du 5 au 6, le général Maroto, l'intendant Labandero, deux colonels, trois lieutenants-colonels, un capitaine et neuf autres Espagnols, ont été arrêtés à Eysse par la gendarmerie, la douane et un détachement du 21^e léger. Ils ont été conduits à Montlouis et remis à l'autorité civile.

Suivant le rapport du commandant de Rippoll, du 5, le brigadier a battu complètement, le 4, les factieux commandés par Ortalla; ce chef, son fils et plus de cent carlistes ont été tués.

Affaire de Suisse. — On écrit de Zurich: Le conseil d'état résolu, après une mûre délibération de déléguer au cabinet anglais l'arbitrage, du litige entre la France et la Suisse. Si cette puissance refusait de reconnaître et d'agréer cet arbitre, il paraît que le projet serait de repousser la force par la force.

— On écrit de Berne que l'ambassadeur d'Angleterre en Suisse a reçu des nouvelles instructions par lesquelles il lui est recommandé de jouer le rôle de médiateur entre la France et la Suisse.

Malaise du Roi d'Angleterre. — Des lettres de Londres, du 5, dit le *Message*, annoncent que le roi d'Angleterre éprouve depuis quelque temps des vertiges répétés qui ne laissent pas de donner de sérieuses inquiétudes sur sa santé.

Incendie d'un hôtel d'ambassadeur. — Le *Mercur* de Nîmes, du 27 septembre, publie la note suivante sous la rubrique de Vienne: Hier, l'hôtel du comte Saint-Aulaire, ambassadeur de France, est devenu la proie des flammes. Une foule d'objets de prix ont été brûlés. L'eau a manqué complètement, l'incendie a dès lors pu faire des ravages irréparables.

Âge du Roi. — Le 6 octobre, le roi Louis-Philippe est entré dans sa soixante-quatrième année. Il est né le 6 octobre 1773.

Joseph Napoléon. — Le *Globe* dément la nouvelle que Joseph Napoléon ait demandé l'autorisation de résider, même pour un temps fixé, en Corse.

Les affiches perturbatrices. — Les énormes affiches de la musique des *Huguenots* ont fait provoquer une émeute sérieuse à Nîmes. Les réclamations des membres de la religion réformée furent telles, que l'autorité a pris sur elle de faire enlever les affiches incendiaires: ils croyaient y voir une insulte.

— M^r général de Rigny vient de recevoir l'ordre de se rendre immédiatement en Afrique pour prendre le commandement de la cavalerie, dans l'expédition de Constantine. M. le général de Rigny, qui commande le département du Nord, est attendu dans quelques jours à Paris, ses lettres de service portent qu'il a mission n'est que temporaire et que aussitôt l'expédition terminée il retournera à Lille pour y reprendre son commandement.

La frégate, *L'Hygiène* ayant à bord S. A. R. M. le prince de Joinville, est partie dans la nuit de mercredi, avec les bricks le *Dacoudie* et le *Bougainville*. Elle se rend à Rhodes, sur les côtes de la Syrie et de la France, où elle est attendue vers la fin du mois prochain.

Légion Auxiliaire. — On lit dans le *Phare de Bayonne* du premier octobre: « L'opération importante du licenciement du corps auxiliaire qui se formait à Pau s'exécute avec la régularité, le calme, l'ordre et la discipline qui avaient présidé à son organisation. Les officiers, sous-officiers et soldats sont libres de retourner à leurs corps, de passer dans les régiments en Afrique ou de concourir à la formation d'un bataillon spécial destiné pour l'Algérie. Ceux qui rentrent à leurs corps ont le choix de le faire sur-le-champ ou de prendre un congé temporaire. Enfin, les sous-officiers et soldats qui ont plus de quatre ans de service peuvent aller en congé illimité. L'artillerie, la cavalerie, doivent être déjà en route, ainsi qu'une partie de l'infanterie, pour leur destination. »

Le Talisman infallible. — La mère d'un conscrit de l'arrondissement de St-Lô, tremblant que son fils n'amenât un mauvais numéro, alla consulter un sorcier, qui lui dit que le conscrit serait sauvé si elle pouvait se procurer l'anneau nuptial d'une jeune femme mariée le plus récemment possible; il fallait coudre cet anneau dans la poche gauche du gilet du conscrit. Pourvu de ce ta-

lisman, le jeune homme mit bravement la main dans le sac et en retira le numéro 11...

Consommation des Cigares. — D'après le rapport du trésor, soumis au congrès américain, la quantité des cigares importés aux Etats-Unis pour l'année finissant au 30 Septembre 1835 s'est élevée à 60 millions 761 mille. Sur ce nombre, environ 55 millions arrivaient de Cuba.

Mutilation d'une femme par son amant. — Laporte, fusilier dans le 33^e régiment, se fit suivre au camp de Compiègne par une jeune fille de 18 ans, Nannon Coleu, dont il avait fait la connaissance étant en garnison à Rennes. Croyant que cette jeune fille avait une intrigue, il lui redemanda 10 fr. qu'il avait empruntés pour lui faire faire son voyage; elle refusa de les rendre; de là, une querelle. Cependant un camarade parvint à les réconcilier; Laporte s'approche pour embrasser Nannon; aussitôt celle-ci pousse un cri. Son amant venait de lui arracher avec les dents une partie du nez. Traduit pour cet acte de révolte brutale devant le premier conseil de guerre, Laporte prétend que Nannon lui a mordu la main au moment où il voulait l'embrasser, que la douleur lui a fait serrer les dents, et que c'est dans ce moment qu'il a mordu sans vouloir le nez de sa maîtresse. Cette dernière dépose avec beaucoup de douceur et de modération, et Laporte, reconnu coupable de voies de fait graves, mais sans préméditation, est condamné à six mois de prisonnement.

Spéculation sur un Trône. — Il est question de créer une compagnie pour la pêche du trône en or des Incas, que les Péruviens, à l'approche des Espagnols, jetèrent dans les eaux thermales du Cuzamercu. Les tentatives des Espagnols pour retrouver ce trône ont été jusqu'à présent infructueuses.

Fouet en Angleterre. — Nous voyons dans un relevé précédemment soumis à la chambre de communes, que, durant les cinq dernières années, 1227 soldats de l'armée de terre ont subi le honteux et barbare châtiment du fouet; d'où il résulte qu'il a été appliqué à 245 soldats par an. D'après ce même document, il paraît que dans ces cinq années, 332 marins ont été condamnés au fouet, ce qui donne en total, pour l'armée de terre et de mer, le nombre de 1559 flagellés. Sur ce nombre, 242 subissent ce châtiment pour la seconde fois, et 44 pour la troisième.

POSSESSIONS D'AFRIQUE.

— On écrit d'Oran.

Le lieutenant-général, baron Rapatel, commandant les troupes en Afrique, est arrivé dans notre ville le 19 de ce mois. Il a visité avec la plus grande attention tous les établissements militaires de la place, notamment tous les hôpitaux et les casernes et il a passé la revue de toutes les troupes de la division, au nombre de plus de huit mille hommes, réunies à cet effet le 21, à 3 heures de l'après-midi, dans la plaine au sud de la ville.

La presque totalité de la population a assisté à cette revue, qui a été favorisée par un très beau temps. Le lieutenant-général lui a donné un caractère solennel, en faisant remettre devant le front des troupes les lettres de nomination aux militaires de tous grades qui ont obtenu des récompenses à l'occasion des expéditions qui ont eu lieu dans la province. On remarquait à cette cérémonie plusieurs Arabes auxquels la croix d'honneur a été accordée, et qui paraissaient très flattés de recevoir cette distinction.

Tous les corps ont défilé au commandement de M. le général Létang. Les cavaliers des tribus soumises, ayant à leur tête l'agha Mustapha, faisaient partie de la première brigade.

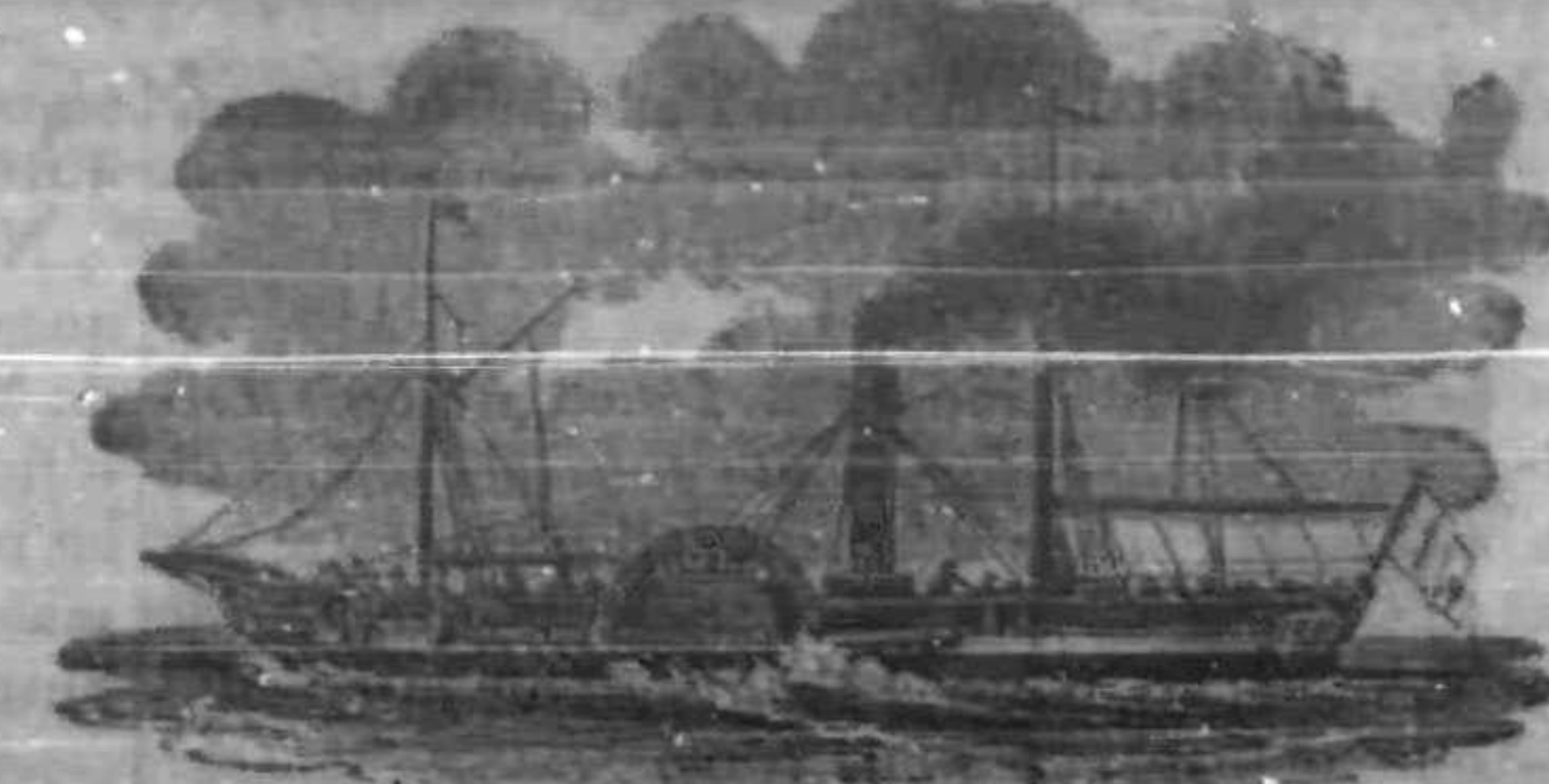
On vient d'apprendre que les violents procédés d'Abd el-Kader envers quelques tribus ont amené

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corresp. de LEBLANC, rue de la Harpe, n° 18.
A la Librairie de correspondance de P. JUSTIN
et C. Place de la Bourse, n° 8; à la cor-
resp. commerciale de P. BONNE, de la
Boulevard, rue St-Martin, n° 297, on l'on
regioit les annonces pour l'Insulaire français.



PAIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 30
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL

PUBLIÉ A BASTIA.



un résultat qu'il était facile de prévoir. Un con-
flit a eueu entre lui, les Flitah, Ouled sidi el
Aribi et les Bordja. Ces derniers sont exaspérés
de ce que l'Emir les a obligés d'aller s'installer à
Minah, d'où il les a tirés un peu plus tard pour les
envoyer encore plus loin. Le combat a été long
et acharné; et Abd-el-Kader après avoir éprouvé
des pertes assez notables en hommes et en che-
vaux a été obligé de battre en retraite. On l'a
poursuivi jusqu'à son camp, d'où il est parti le
lendemain pour se rendre à Cheris, auprès de
Mascara. Une autre affaire a eu lieu depuis
celle-ci : Chaaban et Ouled sidi el Aribi se sont
battus avec Abd-el-Kader. Ces chefs, accompagnés
des Flitah et de beaucoup de Kabiles, ont encore
mis l'Emir en fuite, et lui ont pris huit hommes
avec leurs chevaux.

Ces hostilités ont contrarié Abd-el-Kader qui
songe, dit-on, à s'établir à Monzounah, sur la
rive droite du Chélif. On assure qu'il y a déjà
fait transporter du salpêtre et du soufre. Mais le
voisinage de Ouled sidi el Aribi pourra le gêner
dans l'exécution de ses projets. Il a frappé les
Medjeer d'une contribution assez forte, il deman-
dait aux Flitah cinq cents chevaux avec leurs selles
et leurs fusils (on a vu comment ceux-ci ont ré-
pondu à cette demande.) Il fait faire des corvées
aux Arabes qui sont obligés de transporter les
munitions, etc. Tout cela augmente le mécon-
tentement.

Mostaganem. — Le 13, le camp du bey Ibrahim
établi à Mazagram a été attaqué par un grand
nombre d'Arabes parmi lesquels des Gharabas
conduits par leur cheik El H. bib Boualems des
Sadjirah, Beni Chougrân, Beni Zéronal, Medjeer,
El Hâchem, El Charfa et tous les Asbah El Darha.
On s'est battu depuis le matin jusqu'à midi. Les
assaillants ont été vigoureusement repoussés et
reconduits jusqu'à leur camp, après avoir perdu
une trentaine de leurs. Le bey a eu un homme
tué et quatre blessés. On ignore si Abd-el-Kader,
était présent à cette affaire, mais on est certain
qu'il s'y trouvait plusieurs de ses principaux
officiers.

Tlemcen. — La garnison n'est pas attaquée; il
arrive toujours des vivres au marché.

Contribution de Tlemcen. — Par ordre de M.
le maréchal-gouverneur, la portion de la contri-
bution de Tlemcen qui n'avait pas été employée
aux dépenses auxquelles elle était affectée sera
remboursée aux personnes qui l'ont versée au
prorata de ce qu'elles ont donné. La somme qui
est encore disponible, et qui doit être rendue aux
contribuables, s'élève à peu près à la moitié de
la contribution.

Bone. Des tribus se prononcent de plus en plus
à mesure qu'elles nous voient plus disposés à l'ex-
pédition de Constantine qui doit les délivrer du
tyran Ahlemet. Parmi plusieurs exemples remar-
quables de leur soumission et de leur confiance,
je choisis le suivant :

Le cheikh Bel Kassem qui commande à une
puissante tribu du désert, nommée les Youniss,
manifestait depuis long-temps de la bonne volon-
té à notre égard; il était même venu visiter You-
souf. Mais le bey ne trouvant pas qu'il se pronon-
çât d'une manière assez décidée lui écrivit à ce
sujet. Bel Kassem répondit en envoyant son fils,
jeune et beau cavalier, avec une lettre où l'on
trouve le passage suivant : « Je t'envoie mon fils;
c'est ce que j'ai de plus cher au monde; garde-le
jusqu'à ce que tu marches sur Constantine, et si
au premier bruit de tes pas je ne te joins pas
avec huit mille cavaliers pour me ranger sous
tes bannières, fais tomber la tête de mon fils che-
ri. »

Bel Kassem ne s'est pas borné à cet acte déci-
sif : il a décidé le kaid des Nememehas à venir

donner à Youssouf l'assurance du concours de sa
tribu qui est aussi très puissante. Les monta-
gnards de Oulad-Aly se sont aussi fait représen-
ter. Ces chefs accompagnés de leurs cavaliers
sont venus au devant de nous au retour de la
dernière reconnaissance et nous ont joints au
bivouac de Nechmeya.

Malgré la présence d'Ahhmed et de son camp
dans les environs de Bas et Achbah où il a réuni
quatre ou cinq mille hommes dont 15 ou 1800
d'infanterie, les tribus ont fait à nos troupes l'a-
cueil le plus amical, elles ont apporté des vivres
pour les hommes et les chevaux. Les chefs de
Beni Songals quoique tout près de Bas et Achbah,
se sont également présentés.

On prétend ici qu'Ahhmed bey n'aurait pas
osé sortir de Constantine, sachant les Arabes
aussi mal disposés contre lui, s'il n'avait pas été
stimulé par la Porte et si cette puissance et celle
de Tunis ne lui avaient pas envoyé quelques
centaines de turcs.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Voici des nouvelles sur l'état de la guerre civil-
le, d'après des lettres de Madrid, 3 octobre :

Expédition de Gomez. — Le général Alais s'était
remis en marche à la poursuite de Gomez, et de-
vait arriver le 2 octobre à Villanueva de los Infan-
tes, ville de la Manche, à quinze lieues de Santa-
Elena, qui est le premier village de l'Andalousie,
au sommet de la Sierra-Morena. Gomez avait su
lui une avance de six jours. Voici les noms des
divers chefs de bande qui marchent avec Gomez :
Cabrera, Quilez, Miralles, dit le Sorador,
Villalobos, le marquis de la Bobeda, Arroyo,
Moréda, Duzan, et un général portugais nommé
Pineiro.

Corps de Rodil. — Le général Rodil est parti le
premier octobre, de Huete, sur la grande route
de Madrid à Cuenga, pour se porter sur Villarejo
de Fuentes, situé au midi, du côté de la Manche,
entre Huete et San-Clemente. Il s'éloigne des
frontières d'Aragon et Valence qui d'abord avaient
été le point de mire de ses opérations, et manœu-
vre dans un cercle peu distant de Madrid, pour
se trouver à même de revenir protéger au besoin
le point central.

Expédition de Sanz. — Le général Espartero,
commandant de l'armée de Navarre, écrit, à la
date du 28 septembre, que la division carliste de
don Pablo Sanz, qui marche sur les Asturies,
consiste en trois bataillons et 2 escadrons et qu'il
est poursuivi par le général Peon avec cinq
bataillons et un escadron.

Serment Exigé. — Une circulaire du ministre
Calatrava aux ambassadeurs et chargés d'affaires,
consuls ou vice-consuls du gouvernement espagnol
à l'étranger, leur défend de délivrer des passe-
ports ni d'accorder le visa aux sujets de l'Espa-
gne qui n'auraient pas prêté serment à la constitu-
tion de 1812, en présence des consuls ou chargés
d'affaires, conformément à l'ordre royal du 31
août dernier.

Le Gérant N. TARTAROLI.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 12 au 18 octobre.

MAGINAGGIO, Gondole St-Erasme, Cap. Raffucci,
avec vin.

LIVOURNE, Boeuf Assomption, Capt. Osé, avec vi-
verses marchandises.

LIVOURNE, Boeuf St-Joseph, Capt. Laporta, avec di-
verses marchandises.

FOCEDI GOLO, Boeuf St-Antoine, Cap. Stretti, avec
Lupins.

FOCE DI GOLO, Gondole St-Joseph Cap. Paoli,
avec Lupins.

FOCE DI GOLO mistick *Vierge des Grâces* captai.
Soldani avec lard.

GENES Boeuf *Marie*, cap. Bousso avec pâte riz
div. marchandises.

St-PELLEGRINO, Goclette trois frères Valerj, avec
Lupins.

FIGARETO, Boeuf *Conception*, cap. Caratini, avec
Bois.

St-PELLEGRINO, Tartane *Annunciation*, captai.
Guasco, avec Lupins.

TOULON, Bat. St. Vapeur cap. Valzi, avec dépê-
ches.

CENTURI, Gondole *Vierge des Grâces*, cap. Paoli,
avec ardoises.

St-PELLEGRINO, Gondole la *Conception*, captai.
Batterlini, avec Lupins.

St-CATHERINE, Brigantin, cap. Regini, avec pro-
pette Lest.

St-PELLEGRINO, mistick *Conception*, c. Loquenti,
avec écorce.

FIGARETO, mistick *Conception*, cap. Valzi, avec
Bois.

PRONETE, gondole St-Joseph, c. Lorenzi, avec blé.

LIVOURNE, Bat. à Vapeur, cap. Lota, avec passa-
DEPARTS

FIGARETO, gondole *Conception*, cap. Caratini,
Lest.

PALUDIELI A', mistick *Conception*, cap. Valzi Lest.

St-PELLEGRINO, Goclette trois frères Valerj Lest.

BONIFACIO, Boeuf deux Cousins Gentile diver.
Marchandises.

St-PELLEGRINO, Gondole *Concep.* cap. Batter-
lini, Lest.

LIVOURNE, Bat. à Vap. cap. Lota, Lest.

PROPRIANO, mistick *misericorde*, cap. Giudi-
celli, Lest.

RIO, mistick *Vierge des Carmes*, Lest.

PALODELLA, Tartane *Assomp.* cap. Osé, Lest.

FOCE DI GOLO, mistick *Antoinette*, cap. Bu-
glia i, Lest.

LIVOURNE, Boeuf St-Antoine, cap. Stretti, Lu-
pins.

LIVOURNE, Gondole St-Joseph, cap. Paoli,
avec Lupins.

P. LUDELLA, Gondole *Assomp.* cap. Nicolai,
Lest.

Maladies Secrètes.

TRAITEMENT DU D^r G. ALBERT,

Médecin de la Faculté de Paris et maître en plus de 300 explications
des maladies de la ville de Paris, professeur de médecine et de la
dilatation, auteur de divers ouvrages de médecine et de la
nouvelle classification des maladies secrètes, inventeur d'un gouver-
nement ou d'injection du VIN de SAINTE-PARIS et du
BOL D'ARMÉE contre les maladies, honneur de médailles et
recompenses nationales, etc.

à Paris, rue Montorgueil, n° 21.

Les guérisons nombreuses et authentiques obte-
nues à l'aide de ce traitement sur une foule de
malades abandonnés comme incurables, sont des
preuves non équivoques de sa supériorité incontes-
table sur tous les moyens employés jusqu'à ce jour.

Ce traitement est port de guérison, facile à suivre en se-
cret et sans aucun dérangement. Il consiste dans l'usage
des Bols d'Armée pour les simples écoulements (gonorrhée
ou chancroïde), et dans l'emploi du Vin de Sainte-Pa-
ris pour tous les autres écoulements. Pour l'explication du Doc-
t. ALBERT, voir la brochure de SE. TRAI. RAS. SUIV. MÈRE, qui
se distribue gratuitement chez tous les dépositaires.

Le VIN de SAINTE-PARIS et les BOLS
D'ARMÉE du Docteur ALBERT sont A. B. B. B.
S. par brevets et ordonnances royales rendues
les 1^{er} novembre 1855 et 3 novembre 1855.

A BASTIA,

chez M. POGNONI,

pharmacien

AVIS AUX INCURABLES.

Le Docteur ALBERT continue à délivrer gratuitement le Vin de
Sainte-Pa-ri et les Bols d'Armée aux malades qui lui sont adressés
de Paris et des Départements, avec le versement des frais
d'expédition des Bols d'Armée et des Bols d'Armée.

Par arrêté du 28 février 1855, le Vin de Sainte-Pa-ri du Doc-
t. ALBERT est exempt de droits.

Consultez les grandes pharmacopées en France, en Angle-
terre, en Italie, en Espagne et en Portugal. (Affranchir.)

Bastia. De l'Imprimerie de CÉSAR FARIANE.

CORSE.

Nous avons porté contre notre Préfet, M. Jourdan, la plus grave accusation qui puisse atteindre un fonctionnaire public. Nous l'avons accusé d'avoir participé à la fabrication d'un faux procès-verbal, ou du moins, de s'en être servi en sachant qu'il était faux. Nous avons auparavant démontré, en ayant toujours soin de n'avancer aucun fait que nous ne fussions en état de prouver, combien son administration avait été funeste pour la Corse. Sa longue tolérance pour les sociétés secrètes, aujourd'hui changée en rigorisme outré; son indifférence pour l'exécution des lois restrictives du port d'armes, tandis que dans ses rapports il sollicitait la suspension du droit commun; sa négligence dans la formation des listes du Jury, qui a failli compromettre cette précieuse institution, et qui, dans un discours de rentrée, lui attirait de si sévères admonitions de la part du ministère public; cette gestion de nos deniers départementaux, qui, dans une période de six ans, n'a abouti qu'à des enjoliments superflus à l'hôtel de M. le Préfet, et à lui créer un jardin sous le nom de pépinière, utile pour lui seul, stérile pour le département; l'état de nos chemins vicinaux, plus mauvais aujourd'hui que jamais, tous ces griefs que le pays élève contre l'administration de M. Jourdan (du Var) ont été tour à tour développés dans notre journal. Nous avons également signalé le désordre qui existe dans les affaires de presque toutes les municipalités du département; ce besoin de continuellement chevaucher, qui, dans ce pays d'auberges gratuites, dévore notre grave administrateur, et qu'il a l'art de faire passer à Paris pour de l'activité administrative; l'oubli continu des affaires les plus importantes, pour ne s'occuper que d'intrigues destinées à lui procurer un certain nombre de suffrages au Conseil général; l'absence de toute dignité dans les actes et dans les discours, poussée à un tel point que les rôles paraissent intervertis entre les barbares et le civilisateur; en un mot, l'administration la plus désastreuse, à côté d'une habi-

leté rare pour en dissimuler les tristes effets, et pour mettre sur le compte du pauvre patient toutes les fautes du médecin.

On voit que plus d'une fois nous avons dû aborder des sujets délicats : mais, nous nous sommes toujours efforcés de ne point nous départir de la ligne que nous nous étions tracée, et d'être réservés dans la forme, quelques graves que fussent, au fond, nos accusations. La presse périodique, qui est ordinairement plus tranchée, plus incisive que l'opinion publique dont elle est l'organe, a suivi dans notre journal une marche toute contraire. Par un certain respect des convenances, nous avons cru devoir atténuer ce cri de réprobation qui s'élève de toutes parts contre l'administration de notre Préfet : au lieu de dévancer l'opinion, nous avons préféré qu'elle nous devançât.

M. Jourdan (du Var), qui aurait dû nous savoir gré de notre modération et mettre à profit nos avertissements, s'est révolté contre l'idée qu'on vint le troubler dans la quiétude, dont il jouissait dans son pachalik, c'est ainsi qu'il appelle sa préfecture dans ses épanchements avec les amis, qu'il a laissés à Draguignan. L'ancien Carbonaro, qui voulait détruire tous les rois, n'a pu souffrir que les actes administratifs du Préfet de la Corse fussent l'objet de nos investigations et de notre critique. La presse, qui est l'âme des gouvernements représentatifs, devait se faire devant le nouveau Turgot, qui a rendu la Corse le plus heureux des départements français. A quoi bon un journal quand tout prospère dans ce pays, quand son agriculture et son commerce sont florissants, quand ses forêts sont en plein rapport, quand l'état de ses routes ne laisse plus rien à désirer, quand il n'y a plus une seule amélioration qui n'ait été réalisée? L'Insulaire a en le malheur d'émettre modestement cet avis, qu'il y avait encore quelque chose à faire dans cet heureux département, dans ce meilleur des mondes possibles, et M. Jourdan (du Var) a été à la calomnie. Il nous a dénoncés tantôt comme des républicains, tantôt comme des carlistes, avec ce ton d'urba-

nité que chacun lui connaît, et il s'est trouvé que nous étions précisément des partisans du juste milieu, non pas seulement depuis que ce système a rallié tant de monde, mais quand il y avait quelque courage à l'être, quand M. Jourdan, déjà Préfet, professait d'autres principes, et que, de concert avec un célèbre Procureur général, il proclamait la propagande et sévissait contre les amis de Casimir Périer.

Il nous a accusés, depuis, de faire la guerre à tous les fonctionnaires publics, dans l'espoir que ceux-ci auraient pris fait et cause pour M. le Préfet, et de se faire ainsi une espèce de bouclier du mérite et de la bonne réputation d'autrui. Mais il n'a pas été difficile de s'assurer que notre critique ne portait que sur les actes de M. Jourdan, et qu'à l'exception de ce M. Daras qui nous a si grotesquement provoqués et qui a égayé un instant notre journal, aucun des fonctionnaires publics, qui se trouvent actuellement en Corse, n'a été l'objet de notre censure, et que plusieurs même ont eu part à nos éloges. Ce n'est pas toutefois que la conduite de chacun d'eux ait toujours été sans reproche; mais, nous le répétons, l'Insulaire n'est point un journal d'opposition systématique. Son intention n'est pas de désarmer le pouvoir, tant s'en faut. Il sait faire la part des imperfections humaines et il aime à les pardonner. Mais il sait aussi que tous les malheurs de ce pays proviennent de ce que la vérité a pu rarement se faire jour jusqu'à l'administration supérieure, et de ce que l'opinion en France a été continuellement égarée sur tout ce qui concerne ce département éloigné, et quand il s'est rencontré un Préfet, qui, après six ans d'administration, n'a rien fait dans un pays où tout était à faire, fallait-il garder le silence, et ne pas signaler à la France et au ministère cette honteuse incapacité ou cette coupable inertie?

Voyant qu'il ne pouvait réussir ni à donner du crédit à ses dénonciations, ni à ranger de son côté les fonctionnaires publics du département, M. Jourdan s'est imaginé de nous faire une espièglerie, un peu hardie à

la vérité, mais qui devait nous terrasser du coup. L'heureuse idée que celle de nous faire attaquer au sein même du Conseil général, et de se faire décerner, à nos dépens, par les élus du pays, les honneurs de l'ovation ! Ce projet était de difficile exécution, mais ne suffisait-il pas que cela parût ainsi aux yeux du public et du ministre de l'intérieur ? La fiction ne remplace-t-elle pas souvent, avec succès, la réalité ? Quand la session du Conseil général était close, quand les membres de ce Conseil étaient rentrés chez eux, on vit paraître tout-à-coup dans le journal de la préfecture, un compte-rendu de la session, et un long discours du Président du Conseil général dirigé contre *L'Insulaire*, qu'on disait avoir été prononcé dans la séance du 8 septembre, et couvert d'unanimes applaudissements. Nous fîmes immédiatement remarquer que la session légale ayant dû être close le 5, toute séance postérieure était nulle de plein droit, et devait être mise par conséquent sur le compte de la responsabilité du Préfet. Ce fut alors que le Journal de la préfecture rectifia une prétendue erreur de date qui s'était glissée dans ses colonnes, et vint nous soutenir, d'après le procès-verbal, que le discours avait été prononcé dans la séance du 5. Le faux était évident et nous le signalâmes. Nous y sommes revenus depuis et nous y reviendrons jusqu'à ce que satisfaction ne soit donnée à la moralité du pays. On sent toutefois que notre polémique doit naturellement se ressentir de la nouvelle position dans laquelle nous nous trouvons placés vis-à-vis de M. Jourdan. Nous avons pris notre accusation au sérieux et nous ne reculons devant aucune des conséquences qu'elle peut entraîner. Un pauvre particulier qui se serait rendu coupable du fait que nous avons dénoncé, aurait été à l'instant livré à la vengeance des tribunaux. Le bill d'indemnité, accordé à un administrateur, quelque étendu qu'il puisse être, ira-t-il jusqu'à couvrir des actes, qui compromettraient l'honneur d'un simple particulier ?

Le dernier N° du Journal de la préfecture, que nous recevons, dément la nouvelle donnée par quelques journaux de la capitale, du changement de M. le Préfet. Il en prend texte, pour lancer dans le public, en forme de panégyrique, selon son habitude, un long manifeste pour justifier cet administrateur. Cet article est divisé en quatre parties ou paragraphes que nous allons analyser.

1^{er} §. M. le rédacteur du *Journal Libre*, qui n'est que M. le Préfet lui-même, ou bien son secrétaire particulier, espère que M. Jourdan restera long temps encore à la tête de nos affaires départementales, (du moins jusqu'à l'adjudication ou à l'exploitation de nos forêts). C'est là l'essentiel, la proposition principale de l'auteur.

Il en a pour garant les suffrages et le concours des bons citoyens, des hommes probes et impartiaux, partisans des institutions constitutionnelles, dévoués à l'auguste dynastie de 1830, car ça va sans dire, selon le *Journal*

Libre, quiconque critique l'administration de M. Jourdan n'est pas partisan de la révolution de Juillet.

2^{me} §. L'administration de M. Jourdan, joint d'une grande popularité sur tous les points de notre île, même à Bastia. Il étaye cette assertion sur une autre assertion, à savoir, que M. Jourdan est un administrateur qui distribue justice égale pour tous.

Selon nous, il aurait été prudent de réserver cette assertion pour une deuxième édition destinée au continent, ou, pour quelque rapport confidentiel.

3^{me} §. Continuation et développement du même sujet. Si M. Jourdan du Var n'a pas réussi jusqu'ici à dessécher un vaste étang ni à creuser un port, cela viendra, en attendant les habitants de Bastia lui sont redevables de quantité de bienfaits qu'il énumère, et au nombre desquels il oublie une bonne récolte d'huile.

Ceci veut dire que M. Jourdan, qui depuis quelque temps ne pousse plus ses courses jusqu'à Bastia, va bientôt l'honorer de sa présence.

4^{me} §. M. le rédacteur, habitant d'Ajaccio, à l'espérance de voir M. Jourdan persévérer dans sa marche sans prêter la moindre attention aux criaileries de quelques ambitions déçues :

« Le pays (dit-il) est avec lui. Il le félicite de s'être constamment élevé au-dessus des influences de patronage et de coterie. Il ne saurait trop le féliciter surtout de laisser à l'opinion publique le soin de faire bonne et prompt justice des calomnies périodiquement mises en circulation par les fameux patriotes que vous savez ; calomnies dont l'absurdité saute aux yeux d'abord, jetées au vent par des voix sans consistance, sans portée, sans écho dans le pays, qui par conséquent ne méritent pas d'être réfutées, sur lesquelles, de notre côté, nous n'avons jamais abaissé nos regards, et dont la conversation de nos amis vient seule quelquefois, et de loin en loin, nous révéler l'existence. »

L'auteur de l'article nous permettra de lui faire observer qu'il a fini par perdre son sang froid, et qu'il a complètement oublié le rôle de journaliste, pour ne se souvenir que de celui de Préfet. Notre confrère le rédacteur du *Journal Libre* reçoit notre feuille et nous renvoie la sienne en échange. Comment aurait-il pu nous dire qu'il n'a jamais abaissé ses regards jusqu'à nos calomnies, dont il n'apprend l'existence que par la conversation de ses amis ?

Au reste, c'est là le thème favori, la conclusion obligée de tout article du journal de la préfecture, de tout discours de M. le Préfet, le refrain continué de ses amis, adhérents ou créatures, employés subalternes, adjudicataires ou surveillants d'entreprises, vendeurs ou acquéreurs de propriétés départementales, et autres participant au gâteau administratif, qui tous répètent en cœur : qu'il ne faut point s'abaisser à répondre à un journaliste qui articule des faits, desquels il résulte, *Mauvaise gestion des deniers pu-*

blics, ILLEGALITÉS FLAGRANTES, FAUX MATÉRIEL.

Nous bornons pour le moment à ces quelques mots nos observations sur le manifeste de M. Jourdan. Nous nous proposons de le réfuter en détail d'une manière fort simple, en récapitulant et classant, par ordre, une masse de faits qui, pour la plupart, sont de notoriété publique.

Une nouvelle rencontre vient d'avoir lieu entre le bandit Franchi (Renard) et deux voltigeurs corse. Voici les détails de cette malheureuse affaire, tels qu'ils résultent du procès-verbal dressé par la force armée.

La revue d'inspection générale ayant obligé les voltigeurs corse à quitter momentanément leurs cantonnements, il était à présumer que les bandits profiteraient de cette circonstance pour se montrer avec plus de sécurité. M. le commandant de ce corps avait en conséquence très adroitement pris des mesures pour les surprendre. D'après ses ordres le caporal Furioli, avec quelques voltigeurs, se tenait embusqué depuis trois jours sur le territoire de S^{te} Lucie, canton de S^{te} Nicolas, lorsque le 22 octobre courant, vers dix heures du matin, il aperçoit tout près de lui, le bandit Franchi dit *Rinaldi*, criminel audacieux et la terreur de ce canton. Seul en ce moment, n'ayant avec lui que le voltigeur Rossi qui en était encore éloigné de quelques pas, ce brave caporal n'hésite pas, il se prépare au combat, mais il était au découvert et le bandit au contraire put prendre position derrière un olivier. L'un et l'autre se couchent simultanément en joue et font feu, le caporal tombe mort percé de plusieurs balles à la poitrine, et son coup aurait également atteint le bandit, s'il n'en eût été garanti par l'arbre, où l'on a reconnu que la balle avait frappé. Le voltigeur Rossi s'est à l'instant élancé sur le bandit *Rinaldi* et l'a déchargé sur lui sa carabine et la poursuivi pendant quelque temps, mais il a pu lui échapper.

Les voltigeurs ont juré sur le cadavre de leur camarade de le venger.

L'arrêt de la Cour d'assises qui avait condamné le nommé Rochi à 12 ans de travaux forcés avec exposition a été cassé et l'affaire renvoyée devant le Jury des Bouches du Rhône.

La question d'âge sur laquelle le Jury avait été appelé à délibérer ayant été résolue dans un sens contraire à l'accusé, la Cour de Cassation a décidé qu'elle était du domaine des juges du droit ; c'est le motif qui a déterminé la cassation de l'arrêt. Le pourvoi signalait une autre erreur, en ce que la cour avait ordonné l'exposition lorsqu'il n'était pas établi que l'accusé eût dix-huit ans révolus.

Le bateau à vapeur napolitain, la *Marie Christine*, a été rencontré, vendredi dernier, échoué sur un banc de sable devant l'île de Ponçuguerolles, par le bateau à vapeur le *Var* chargé de la correspondance de la Corse et commandé par le capitaine Valzi. Ce capitaine s'est empressé de lui porter secours mais tous ses efforts ont été inutiles, la marée étant basse, il n'a pu parvenir à le tirer de là. Arrivé à Toulon le capitaine Valzi s'est empressé de donner connaissance de cet accident, à M. le Consul de Naples résidant dans cette ville, qui a envoyé un bateau à vapeur de l'état pour le remorquer. Nous avons la satisfaction d'annoncer que ce bâtiment est entré le lendemain dans le port de Marseille.

La Cour royale chambre civile a procédé dans son audience du 19 sous la présidence de M. le C^{te} Colonna premier président, au tirage des quarante jurés, qui doivent faire le service de la session prochaine.

En voici le résultat :

Ingleman, Marie Charles Théodore, capitaine retraité, à Bastia. — Terami, Jean Baptiste, notaire à Rogliano. — Allegrini, Jean François, avocat à Catterri. — Galeazzi, Innocent, propriétaire à Penia. — Antonini, Jean Joseph, notaire à Calvi. — Castelli, Laurent, pharmacien, à Bonifacio. — Bradi, Pierre Antoine, avocat à Bastia. — Galloni, Mariano, propriétaire, à Olmeto. — Piazza, Jean François, médecin, à Zianoni. — Cosari, Don Charles, propriétaire, à S^{te} Florent. — Grimaldi, Antoine Louis, Docteur en médecine, à Calacuccia. — Guasco, Antoine, Docteur en médecine, à Bastia. — Angeli, François Hippolyte, propriétaire, à S^{te} Florent. — Masci, Louis, avocat, à Bastia. — Romanacce, Jean-Laurent, Docteur en médecine, à Olmeta. — Gaudiani, Jean Baptiste, marchand drapier, à Olmeto. — Pugliesi, Etienne, propriétaire et négociant, à Ajaccio. — Lucciard, Jean Louis, Docteur en médecine, à Santo Pietro. — Pietri, Jean Félix, avocat, à Sartene. — Terigi, Pierre, Docteur en médecine, à Bastia. — Peri, Hyacinthe, Docteur en médecine, à Ajaccio. — Lepilli, Dominique François, propriétaire, à Zuanzi. — Poli, Louis, propriétaire, à Cervione. — Tavera, Dominique, Drapier en détail, à Sartene. — Susini, Jean Bernard, propriétaire, à Sartene. — Pietri, Pompée, avocat et maire, à Sartene. — Verini, Jacques, Pharmacien, à Ajaccio. — Guasco, Vincent, notaire, à Bastia. — Franciosi, Dominique, propriétaire, à Cervione. — Lucciani, Jean, propriétaire, à Muro. — Recco, Mathieu de feu Pierre, propriétaire, à Ajaccio. — Grassi, Xavier, propriétaire, à Cervione. — Filippi, Ange Louis, propriétaire, à Ortale. — Giuliani, Joseph Julien, chef de bataillon retraité, à Bastia. — Suzzoni, Jean Ambroise, maire et conseiller d'arrondissement, à l'Herousse. — Gentile, Vincent, propriétaire, à Calatoggio. — Giraud, Jean Baptiste chirurgien major, à Bastia. — Benigni, Antoine Vincent, Commerçant, à Bastia. — Nicolai François, fabricant de tabac, à Bastia. — Degiovanni, Charles Joseph, Capitaine retraité, à Bastia.

L'installation des nouveaux membres du tribunal de commerce de cette ville a eu lieu vendredi 21 courant. M. J. B. Lota, président sortant a prononcé dans cette occasion, un discours qui se rattache tout-à-fait au programme de notre journal, c'est-à-dire, aux intérêts matériels de notre pays. Nous croyons faire chose agréable à nos lecteurs en l'insérant tout entier.

MESSIEURS,

Le vif intérêt que vous prenez à la prospérité de notre commerce, m'autorise, au moment de céder les importantes fonctions de cette magistrature consulaire, à l'honorable et digne successeur que vous m'avez donné, de vous entretenir un instant, sur l'essor dont notre industrie serait susceptible, si elle était dégagée des entraves qui en ralentissent le mouvement progressif.

Et d'abord, Messieurs, en voyant notre ville de Bastia occuper la plus heureuse position de la Corse ; n'étant séparée à l'aide de ses bateaux à Vapour, que de quelques heures des trois métropoles commerciales de la Méditerranée ; contenant dans son sein une population active et nombreuse ; secondée efficacement par l'action de ses alentours industriels ; nous ne saurions

concevoir qu'avec tous ces avantages elle ne puisse pas attendre à ce haut degré de prospérité que nous lui souhaitons, et vers l'accomplissement du quel se portent nos plus vives sollicitudes.

Toutefois, sans moyens faciles de communication dans ses murs et avec l'intérieur de l'île, comment Bastia, pourrait-elle opérer les échanges si utiles à son action commerciale, et suivre la vaste carrière qui lui serait bientôt ouverte par les nombreuses relations qui s'établiraient nécessairement ? Avec une anse étroite que l'on appelle un Port, comment offrirait-elle un abri sûr et commode à la navigation locale et étrangère ? Car ce Port, Messieurs, vous a fait trembler plus d'une fois pour vos propriétés menacées d'être englouties par les flots orageux qui s'agitent dans son sein durant quelques mois de l'hiver.

Et cette immense plaine qui est à nos portes du côté du midi infectée des miasmes pestilentiels d'un Etang qu'il serait temps d'assainir, quels vastes résultats, ne donnerait-elle pas si en l'assainissant on la rendait entièrement à l'agriculture elle qui jadis faisait fleurir la célèbre cité de Mariana ! La culture des soies qu'on essaye à peine en Corse, et qui pourrait aisément la conduire à un état complet de civilisation, quelle vaste exploitation n'offrirait-elle pas dans cette riche plaine devenue accessible par son assainissement à des populations laborieuses ? Et n'en résulterait-il pas de la conséquence que la ville de Bastia serait à la fois maritime et agricole ?

Ainsi, Messieurs, il est de notre devoir d'élever nos plaintes contre l'injuste délaissement qu'on fait de nous toutes les administrations, et en nous fondant sur les droits de notre pays, faire au gouvernement le tableau fidèle de notre position, et lui donner l'exacte idée de nos besoins. Et certes le gouvernement actuel qui est l'ami et le protecteur sincère de l'industrie, pourquoi ne nous accorderait-il pas les améliorations matérielles que nous lui demandons par la juste application de ce principe de centralisation, qui lui permet de partir en faveur d'un département peu riche l'excédent des recettes des départements opulents. Sans doute on obtiendrait ce résultat plusieurs fois atteint sur le continent, que notre pays régénéré par là, rapporterait bientôt au trésor le double des modestes avances qu'il est obligé de lui demander. Et qu'elle ne serait pas aussi sa reconnaissance, en se voyant sur la même ligne, et à des conditions égales au sein de la grande famille française ?

Mais, tout en provoquant, MM. la réalisation encore incertaine, mais urgente de ces vœux, nous ne devons pas omettre ce qui touche de près à notre spécialité commerciale. En premier lieu nous devons porter nos regards sur la législation des douanes qui nous régit depuis peu, par un mode tout à fait exceptionnel. A Dieu ne plaise pourtant que le commerce de Bastia, se plaigne des dispositions qui ont été prises pour la répression de la contrebande en Corse : au contraire il a provoqué de toutes ses forces, et il a désiré ardemment cette répression. Toutes nos sources de bien-être matériel, étaient en effet sur le point de tarir l'agriculture notamment annonçait déjà une grande souffrance, dont le contre coup était funeste à notre industrie. Mais, c'est contre l'extension de certaines mesures secondaires et contre leur exécution incommode que nous devons réclamer. Ne convenait-il pas de désigner au moins, jusqu'à quel point on voulait empêcher la libre circulation des céréales, et des différentes marchandises ? Devait-on descendre jusqu'aux fatidiques du détail, et imposer une gêne immense de tous les instans, soit à l'acheteur, soit au vendeur, en les contraignant à dépenser leur temps

précieux pour obtenir un passavant, dont la nécessité à notre avis, pour des objets minimes était loin d'exister.

En outre nous devrions faire des réclamations, contre les restes de ce système de Douanes, qui n'admettant pas en libre franchise de droits, nos produits nous privait de tout moyen d'échange avec les autres départements français.

Enfin, Messieurs, pour nous occuper vivement, de notre spécialité commerciale, et pour nous procurer des résultats utiles, entre plusieurs autres moyens que je pourrais citer, mais que les bornes, que j'ai prescrites à ce discours ne sauraient admettre, il faut que nous nous bâtons de demander au gouvernement l'institution d'une chambre de Commerce, que Bastia est en droit d'obtenir. Vous connaissez l'institution des chambres de Commerce, et en songeant quel est leur but, et quelles sont leurs attributions légales nous devons gémir de l'incurie que nous mettons à la réclamer. En effet nul de vous, Messieurs, n'ignore que nos intérêts n'ont pas de défenseur, et que le plus grand nombre des obstacles dérive nécessairement de ce défaut de concours de lumières ; et dès lors quelle action puissante sur les destinées de notre commerce, n'aurions nous pas à attendre d'une chambre, dont la mission particulière est la prospérité de l'industrie ?

Telles sont, Messieurs, les observations que j'ai l'honneur de vous soumettre succinctement sur notre état commercial, trop heureux, si en profitant de l'opportunité de cette circonstance, je les dépose dans cette enceinte comme un germe utile, qui vint à fructifier un jour au profit de notre industrie.

En terminant, je remercie mes collègues de leur assiduité, et de leur bienveillante collaboration, et j'invite les nouveaux membres du tribunal à prendre les places qui leur sont destinées.

PARIS.

— On lit dans le *Moniteur* :

Par décision du 17 de ce mois, le roi, sur la demande de MM. Peyronnet et Chantelauze, dont la santé est profondément altérée, a ordonné qu'ils seraient extraits du château de Ham, et les a autorisés à résider, sur leur parole, M. Peyronnet à Montferand (département de la Gironde) et M. Chantelauze dans le département de la Loire.

Mariage du duc d'Orléans. — On lit dans un journal : « Le ministre résident de Mecklembourg-Schwérin est parti pour l'Allemagne, où il va presser des négociations relatives au mariage du duc d'Orléans avec la princesse Hélène. On espère que l'empereur de Russie voudra bien donner son consentement, et que tout sera terminé avant la réunion des chambres. »

Expédition de Constantine. — Cette expédition, quoiqu'on dise, est décidée ; il paraît même que M. le duc de Nemours ira en Afrique.

Le roi de Naples. — Il a été déjà mentionné à Naples du peu de satisfaction qu'avait éprouvée le roi, à son retour, par suite de l'attitude des soldats. Ce monarque a exprimé hautement son opinion sur les divers corps dont se compose l'armée : il a dit, à diverses reprises, que son infanterie était passable, l'artillerie médiocre et la cavalerie détestable. Dans une des dernières revues du Champ-de-Mars, le jeune roi, dans son emportement, se laissa aller jusqu'à frapper rudement du plat de son sabre, sur le shako d'un officier appartenant à l'une des plus nobles familles du royaume. Après ce mouvement fongueux, le roi, revenu à des idées de modération, a ras-

semble tout l'état-major autour de lui, et là, au milieu de tous les officiers qui formaient le cercle, il a demandé à l'officier qu'il avait frappé de vouloir bien excuser un moment de vivacité.

L'ex-reine d'Espagne. — Madame la comtesse de Surville, épouse de Joseph Napoléon, est arrivée incognito à Liège.

(Emancipation.)

Projet de Loi. — Le ministère prépare un projet sur la garde nationale autre que celui qui a été proposé à la fin de la session dernière. Le nouveau projet présentera un code complet sur la matière.

Forces de la Suisse. — Un aperçu des forces militaires de la Suisse, donné par le *Journal des travaux de la Société française de statistique universelle*, fait connaître que ces forces se composent : 1° des contingents fédéraux montant à 72,000 hommes, 2° des réserves cantonales, fédérales, organisées, dont le nombre s'élève à 120,000 hommes; 3° de 14,000 hommes de troupes capitales, lesquelles, en cas de guerre, doivent rentrer dans leur patrie. Dans le même cas, il faudrait encore ajouter à ces 206,000 soldats, les hommes de 45 à 60 ans, qui, bien que sortis des réserves et exemptés de tout service, seraient prêts à combattre s'il s'agissait de la défense de leurs familles et du maintien de l'indépendance nationale. Les Suisses n'ont pas de cavalerie, parce que dans leur pays elle ne peut être militairement d'aucune utilité; mais, sous le nom de carabiniers, ils ont d'excellents tirailleurs, presque tous composés de chasseurs au chamois, que cet exercice rend extrêmement habiles à viser et à tirer juste.

Fils du prince de Canino. — L'arrêt a été rendu le 24 septembre à Rome contre le prince de Canino; cet arrêt est encore entouré d'un profond mystère; et tous les efforts de la curiosité jusqu'ici sans succès.

C'est sans doute au même motif qu'il faut attribuer la dispense accordée au jeune prince de paraître en personne à la barre du tribunal après la prononciation de l'arrêt. Rien n'est mieux fondé que l'assertion émise par certaines feuilles françaises, que l'ambassadeur d'Autriche, comte de Luttwig, avait fait au nom de sa cour des démarches en faveur du jeune prince.

On assure que la peine de mort a été prononcée, mais on ne doute pas que le pape ne fasse grâce. Le secret gardé sur cet arrêt est dû sans doute à des considérations favorables à la famille.

Mariage des Militaires. — MM. les ministres de l'intérieur et de la guerre viennent d'appeler l'attention de MM. les préfets sur la facilité avec laquelle des maires croient pouvoir procéder au mariage de militaires qui ne justifient pas de l'autorisation de leurs chefs, comme l'exige le décret du 10 juin 1808. Des infractions de ce genre ne portent pas moins de préjudice à l'intérêt privé des militaires qu'au maintien de la discipline dans l'armée. En effet la loi du 11 avril 1831 (art. 19, dernier paragraphe) ne permet d'accorder des pensions aux veuves et aux enfants des militaires qu'autant que le mariage de ceux-ci a été autorisé dans les formes prescrites par le décret de 1808.

M. Thiers à Venise. — Plusieurs journaux, dit le *Journal de Paris*, annoncent que M. Thiers est arrivé à Paris. Nous pouvons assurer que ces journaux sont mal informés. Selon toute apparence, M. Thiers est en ce moment à Venise.

Elections. — M. Guizot, ministre de l'instruction publique, vient d'être réélu à Lisieux. Sur 377 votants, il a obtenu 312 voix. — M. Voyer d'Argenson, son concurrent, en a eu 57.

— M. l'amiral Rosamel, ministre de la ma-

rie, vient d'être réélu à Toulon. Sur 156 votants, il a obtenu 151 suffrages.

— M. Persil vient d'être réélu à Condom. Sur 247 votants, il a obtenu 222 suffrages.

— M. de Remusat vient d'être réélu à Moret. Sur 230 votants, il a obtenu 228 suffrages.

— M. Vitet vient d'être réélu à Bolbec. Sur 322 votants, il a obtenu 215 suffrages.

Election. — M. Duchâtel, ministre des finances a été réélu à Jonzac à une majorité de 212 voix sur 225.

M. Mendizabal. — M. Mendizabal n'a pas été élu député à Madrid, parce qu'aux termes de la constitution, les ministres, les membres du conseil royal et les personnes attachées au service du palais ne peuvent être admis à la députation.

Cour de don Carlos. — Des changements importants viennent d'avoir lieu assure-t-on à la cour de don Carlos. Le ministre universel Erro aurait été remplacé par M. Calomarde, et Eguia, de retour des eaux de Cetona, aurait repris à Villaréal le commandement en chef des troupes carlistes.

Andalousie en état de siège. — Le capitaine général de l'Andalousie vient de la déclarer en état de siège. Cette mesure est commandée par la nouvelle de l'approche de Gomez.

Couronnement en Italie. — Les préparatifs pour la cérémonie du couronnement de l'empereur, dans la royauté Lombardo-Vénitien, se font avec une grande activité. On assure que le 1^{er} mars 1857 tout sera disposé à Milan.

Société des Dictionnaires. — M. le ministre de l'intérieur voulant encourager une entreprise dont la haute utilité est incontestable, et qui s'est signalée depuis cinq ans par une série d'importantes publications toutes couronnées de succès, vient de faire prendre plusieurs actions de la société des Dictionnaires. Les termes de la lettre adressée par M. le ministre de l'intérieur aux administrateurs de la société des Dictionnaires sont des plus flatteurs et des plus honorables.

Insubordination militaire en Irlande. — Il s'est passé en Irlande un fait grave sur lequel la presse anglaise n'a eu garde de s'appesantir.

Le 45^e régiment d'infanterie de ligne était cantonné dans une petite ville du nord de l'Irlande; la population était protestante et conduite par des orangistes effrénés. Presque tous les soirs, au moment où les soldats rentraient dans leurs casernes, ils étaient poursuivis par les cris : A bas le pape! aux enfers les papistes! etc... La troupe, fatiguée de ces provocations, y répondit enfin par une démonstration vigoureuse; quelque soldat mitrent la baïonnette au bout du fusil et pourchassèrent les orangistes. Le sang coula et les habitants portèrent leur plainte à lord Mulgrave. Celui-ci ordonna une enquête judiciaire; mais en même temps il voulut infliger une punition disciplinaire à quelques soldats et sous-officiers. Ceux-ci déclarèrent qu'ils ne sortiraient pas de leur caserne avant d'avoir la certitude qu'aucun châtiment ne leur serait infligé. Le gouvernement a dû accepter ces conditions et ajourner toute mesure jusqu'au résultat de l'enquête; celle-ci a été toute favorable aux soldats, qui ont été envoyés dans un autre cantonnement, après avoir hautement célébré leur triomphe. C'est le premier exemple d'une insubordination militaire dans les troupes anglaises à propos de questions politiques.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

— Le gouvernement a reçu hier les dépêches télégraphiques suivantes : * M. le comte Septime de Latour-Maubourg est arrivé à Saragosse le 12.

Bayonne, 14 octobre, quatre heures du soir : *

Alaix suivait Gomez le 6, dans la direction de Torre-Campo et Mengibat.

Bayonne, 13 octobre 1836.

Gomez est entré à Cordoue le 1^{er}. Les gardes nationaux et la garnison enfermées dans des maisons fortifiées, ont résisté à l'ennemi.

Alaix était le 5 à Andujar, Espinosa à Fuentes de la Campana, et Rodil à Mora.

Le gouvernement reçoit de Bayonne la nouvelle suivante : 16 octobre, 8 heures du soir.

Le 6, Gomez après avoir repoussé à Bamu, Escante, venu de Malaga pour s'opposer à lui, a occupé Alcala-la-Réal. L'avant-garde d'Alaix est arrivée à Jaen le même jour, espérant lui couper le chemin sur Grenade; on attend le résultat de ces manœuvres avec anxiété à Madrid, où les fonds ont beaucoup baissé.

Le Gérant N. TARTAROLI.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 19 au 25 octobre.

VIAREGGIO, Mistick Conception cap. Sisco avec Passagers.

LIVOURNE Gondole Misericorde, cap. Belgodere, avec passagers.

LIVOURNE Baul, S^{te} Jean cap. Lamberti avec passagers.

GENES Baul, Vierge des Carmes, cap. Figallo, avec paille et ris.

VIAREGGIO, Navicello, S^{te} Fortunato, cap. De-fonni avec passagers.

S^{te} PELLEGRINO Baul, Assomption c. Osé. Bois.

TOULON, Goelette de l'état, l'Etoile, c. Gasquet.

MARSEILLE, Brick Goelette L'Antoinette cap. Lota, blé et marchandises diverses.

FOCE DI GOLO, Mistick, l'Antoinette cap. Bugliani, Lupins.

VIAREGGIO, Navicello, S^{te} Joseph, cap. Borsella avec passagers.

CARGESE Tartane l'Annonciation, cap. Semidei, blé.

MARSEILLE, Brick le Salomon Henri c. Benigni, lest.

TOULON, Bateau à vapeur Var cap. Valzi depé.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon cap. Lota avec passagers.

BONIFAZIO Gondole S^{te} Joseph cap. Figarella, fromage.

ALERIA, Gondole S^{te} Vincent c. Montecatini, blé.

DÉPARTS.

LIVOURNE, mistick Conception c. Laquente écor.

GENES, Gondole Conception, cap. Nicolai, Bois.

RIO, Brigantine S^{te} Catherine cap. Regini lest.

LIVOURNE mistick Conception cap. Sisco, lest.

LIVOURNE Goelette les trois Frères, cap. Valeri, Lupins.

TOULON, Bateau à vapeur le Var cap. Valzi, avec dépêches.

ALERIA, Gondole St-Joseph, c. Laporta, lest.

VIAREGGIO, Navicello S^{te} Fortunato, c. Defonsi, lest.

LIVOURNE, Gondole Conception, c. Battistini, lest.

LIVOURNE, Gondole Misericorde, cap. Belgodere, mistick Rose, cap. Sisco, lest.

VIAREGGIO, Navicello St-Joseph, cap. Borsella, lest.

St-PELLEGRINO, Baul, Misericorde cap. Bausa, lest.

St-PELLEGRINO, mistick Assomption, c. Erso, lest.

MACINAGGIO, Gondole S^{te} Erasme c. Raffacci, blé.

Bastia. De l'imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 9 NOVEMBRE 1836.

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES MERCREDI.

TROISIEME ANNEE, N° 103.

ON L'ACHÈTE A BASTIA

20 BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office central de l'Épave de la Marine

et C^{ie}, rue N. Dame des vicaires N° 18.

A la Librairie et Papeterie de P. J. J. J.

et C^{ie} Place de la Bourse, N° 14 à la cor-

resp^{te} commerciale, de PROSSER, rue de la

Bastie, rue St-Honoré 207, où l'on

reçoit les annonces pour l'impression française.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

Reprenons l'examen du manifeste du Journal de la préfecture.

M. le Préfet, y est-il dit : « ont obtenu les suffrages et le concours des bons citoyens des hommes les plus probes et impartiaux... » il a excité les plus vives sympathies au sein de toutes nos populations.

Si nous voulions profiter de l'exemple qu'il nous donne et substituer les assertions aux raisonnements, nous aurions qu'à construire les mêmes phrases dans un sens inverse et nous serions bien plus dans le vrai que notre confrère. Mais nous aimons mieux revenir sur des faits qui ont déjà servi de base à nos nombreuses critiques et en ajouter de nouveaux, puis laisser à nos lecteurs le soin d'en tirer les conséquences.

Nous avons dit, qu'on a vendu pour 600 francs des meubles qui avaient coûté au département 16,000 fr.; nous ajoutons que si on faisait une enquête on trouverait que les personnes qui les ont achetés n'étaient point étrangères à la préfecture.

Nous avons dit, qu'on a vendu ou plutôt donné les étalons appartenant au département pour vingt ou trente francs pièce : nous ajoutons qu'on trouverait, si on cherchait, parmi les acheteurs ou possesseurs, quelqu'un de ceux qui se répandent le plus en éloges sur l'administration de M. Jourdan.

Nous avons dit, que dans les comptes présentés au Conseil général, concernant les frais de réception pour le Prince royal, figurait un mandat de 300 fr. en faveur de l'architecte du département; et que cet employé était venu en plein Conseil protester de n'avoir reçu que la somme de 100 fr.; nous ajoutons qu'on a aussi porté en ligne de compte, l'achat de quantité de meubles pour meubler les appartements du Prince, et qu'on a publié de dire que ces meubles étaient devenus.

Nous avons dit, que les travaux du nouvel hôtel de préfecture n'avaient point été surveillés et que

notamment les ouvrages de boiserie étaient défectueux. Le Conseil général l'a reconnu, puis, qu'il en a demandé une nouvelle vérification et a prié d'y assister MM. le colonel du génie, le colonel d'artillerie et l'ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Nous avons dit, que les frais d'impression des listes électorales et du Jury, imprimées par économie avec les presses du département étaient exorbitants. On a trouvé qu'ils sont élevés pour 1835 à une somme de 5,362 fr.

Nous avons dit, que le chapitre des dépenses imprévues augmentait tous les ans : le Conseil général l'a reconnu puisqu'il a retranché 4000 fr. sur 12,000 demandés par M. le Préfet.

Tous ces faits nous les avons puisés dans les budgets départementaux déjà publiés, ou bien dans des notes tenues par des personnes qui ont pris part à la dernière session du Conseil général. Nous nous interdisions toute réflexion tendante à savoir de quel côté doivent se trouver les hommes probes et impartiaux.

Mais, le *Journal Libre*, en parlant de la conduite administrative de M. le Préfet, assure qu'il n'a cessé de rendre justice égale à tous; qu'il n'a cessé de faire une répartition égale aux diverses localités, d'après leurs besoins; et leur importance, de toutes les ressources à sa disposition... qu'il continuera à être ce qu'il a été : non le Préfet d'Ajaccio, ou de Bastia, mais le Préfet de la Corse entière.

C'est fort bien dit : mais pour voir si les actions correspondent aux paroles, revenons encore aux faits.

Nous ne voulons pas mettre exclusivement sur le compte de M. Jourdan, la ruine de l'hospice civil de Bastia, car elle était déjà fort avancée sous ses prédécesseurs. Mais c'est bien sous son administration que Bastia a perdu la conservation des bois et forêts; c'est bien M. Jourdan, qui a proposé quatorze membres sur trente au Conseil général à l'ancien département du Liamone,

tandis que cette partie de l'île n'a jamais envoyé aux assemblées de la Corse plus du tiers de ses représentants; c'est bien M. Jourdan qui est cause qu'on n'a pu classer parmi les routes royales, cette route de la côte orientale reconnue par la chambre et par tous les bons esprits comme la plus importante de toutes, comme celle qui doit avoir la plus grande influence sur la prospérité agricole de notre pays.

Voyons maintenant de plus près la conduite de cet administrateur dans les questions de localité.

Le Conseil municipal d'Ajaccio, aussi bien que le Conseil municipal de Bastia, partageant la première impression de l'épouvante répandue par les ravages du Choléra à Marseille et à Toulon, prirent simultanément, une délibération pour repousser toute provenance des lieux infectés : mesure extrême et impraticable. Nous admettons que les deux villes avaient également tort, que M. le Préfet devait intervenir; mais il décida que tout bâtiment venant du midi de la France devait faire quarantaine dans le golfe d'Ajaccio, et par cette mesure, le commerce de la ville de Bastia, fut entièrement anéanti pour quelques mois. Ce n'est pas tout; des sommes considérables furent dépensées à Ajaccio pour disposer un local propre aux quarantaines; par suite de cette dépense, quoique dans une proportion beaucoup moindre, eut lieu à Bastia. La caisse de l'intendance sanitaire, en grande partie remplie par nos marins, fournit les fonds nécessaires aux premiers, la caisse municipale dut payer à Bastia. — *Égale justice pour tous!*

Au budget départemental, dépenses facultatives, figure une somme de 12,400 fr., pour les Frères de la Doctrine chrétienne et les Sœurs de St-Joseph. Voici comme elle est partagée : 1,800 fr. pour les Frères à Ajaccio; 1,800 fr. pour ceux de Calvi; 1,800 fr. pour ceux de Corte; 1,800 fr. pour ceux de Bonifazi; 1,200 fr. pour ceux de l'Isola d'Urbino. Ces sommes, jointes aux frais